

24.9013

Ausserordentliche Session. Asyl

Session extraordinaire. Asile

Nationalrat/Conseil national 24.09.24
Ständerat/Conseil des Etats 25.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Ich eröffne die ausserordentliche Session zum Thema "Asyl", welche von der SVP-Fraktion verlangt wurde.

Addor Jean-Luc (V, VS): A la fin décembre 2023, près de 200 000 personnes résidaient en Suisse et relevaient du domaine de l'asile; plus de 15 000 – c'est-à-dire plus de 7,5 pour cent – de plus que l'année précédente. Leur nombre total correspond à trois fois la population du canton du Jura. Parmi ces personnes: près de 81 000 réfugiés reconnus et plus de 45 000 personnes admises à titre provisoire – des personnes qui normalement devraient quitter la Suisse, mais que, pour diverses raisons, nous ne pouvons, ou parfois ne voulons pas renvoyer. En 2023, nous avons enregistré plus de 30 000 demandes d'asile. Pour 2024, on prévoit à nouveau autant de demandes.

L'asile est évidemment l'un des facteurs qui a contribué à nous faire dépasser cette année déjà, beaucoup plus vite que les prévisions, le seuil des 9 millions d'habitants dans ce petit pays dans lequel nous nous entassons toujours plus. Nous ne pouvons plus continuer ainsi. De plus en plus de Suisses n'en peuvent plus des incivilités, et même de la criminalité que l'asile amène avec lui, jusqu'à des crimes très graves comme cette prise d'otage que nul n'a oubliée dans un train près d'Yverdon. De plus en plus de femmes n'en peuvent plus d'être harcelées, parfois abusées, près des centres de demandeurs d'asile. Personne ne peut non plus ignorer le fait que la majorité des demandeurs d'asile sont des hommes musulmans. Face à ce qu'il n'est pas exagéré de qualifier de chaos de l'asile, dans cet avion sans pilote, nous devons reprendre le contrôle dans tous les domaines de l'immigration, mais en particulier dans celui de l'asile. Pour cela, le groupe UDC propose diverses solutions concrètes. Je suis le porte-parole de l'une d'elles, qui vise à ce que dans la définition du terme de réfugié, à l'article 3 de la loi sur l'asile, on ajoute un cinquième alinéa pour exclure l'octroi de l'asile à toute personne qui a transité par un Etat sûr dans lequel elle a déposé ou aurait pu déposer une demande d'asile. L'objectif est donc d'empêcher ce qu'on appelle la migration secondaire.

Un commentaire d'abord: si nous en sommes réduits à énoncer ce qui semble être une évidence, c'est, vous l'aurez compris, que le système Schengen-Dublin ne fonctionne pas. Sans surprise, le Conseil fédéral propose de rejeter cette motion, d'abord avec une argumentation purement déclaratoire et d'ailleurs contraire à la réalité objective fondée précisément sur ce système dont nous constatons, depuis des années, l'inefficacité – pour ne pas dire la faillite. Car la réalité, c'est que trop souvent, pour éviter d'être considérés comme premiers pays d'accueil, certains Etats ferment les yeux sur le transit de migrants et, en violation de leurs obligations internationales, ne les enregistrent pas, avec pour résultat un véritable appel d'air pour nombre de ressortissants de pays pauvres à la recherche de conditions de vie moins dures que chez eux. Sans autre argument, nous serions empêchés de reprendre le contrôle de l'asile, donc de recouvrer notre souveraineté dans ce domaine essentiel pour l'avenir d'un peuple, par la Convention relative au statut des réfugiés. En somme, ce que nous propose le Conseil fédéral, c'est de consentir à une forme d'abandon définitif de notre souveraineté, pour maintenir artificiellement un système qui, je le répète, ne fonctionne pas. Nous, membres du groupe

UDC, nous n'acceptons pas ce fatalisme, nous n'acceptons pas de démissionner face à nos responsabilités.

J'espère que nous ne serons pas seuls et que en tout cas ceux qui ont récemment annoncé leur volonté de mettre fin, eux aussi, à ce chaos de l'asile, seront avec nous.

S'il le faut, nous passerons par le mécanisme, au demeurant prévu dans la Convention relative au statut des réfugiés, de la dénonciation, avec pour objectif une nouvelle adhésion avec une réserve sur cet élément. C'est précisément, entre autres, ce que vise l'initiative populaire UDC "Stop aux abus de l'asile! (initiative pour la protection des frontières)". N'hésitez évidemment pas à la signer, mais, dans l'immédiat, donnez un signal fort avec nous en acceptant cette motion et les quatre, voire cinq, qui suivent.

Molina Fabian (S, ZH): Herr Kollege Addor, Sie haben letzte Woche in diesem Rat für eine massive Kürzung der Entwicklungszusammenarbeit gestimmt, also für die Kürzung der Hilfe vor Ort, was dazu führt, dass mehr Menschen in Elend und Armut leben und sich auf den unsicheren und gefährlichen Weg nach Europa machen werden. Sind Sie sich bewusst, dass Sie mit Ihrer Politik die Fluchtbewegungen anheizen?

Addor Jean-Luc (V, VS): Cher collègue, je suis conscient du fait que si, enfin, nous contrôlons mieux nos frontières, nous n'aurons pas à subir cette forme d'invasion migratoire.

Docourt Martine (S, NE): Cher collègue Addor, vos propositions ne sont pas seulement contraires au droit international, mais elles sont aussi contraires à la Constitution. N'êtes-vous finalement pas indifférent aux principes constitutionnels?

Addor Jean-Luc (V, VS): Non. D'ailleurs, nous sommes tellement attachés à la Constitution et au respect du droit international que, si vous m'aviez bien écouté, vous auriez entendu que j'ai indiqué le chemin à suivre. Une convention internationale ne lie pas un Etat pour l'éternité, elle comporte toujours – c'est le cas de cette convention sur les réfugiés – une clause qui permet de la dénoncer s'il le faut. C'est très exactement ce que nous proposons, dans le plus pur respect de l'Etat de droit et de nos obligations internationales.

Rumy Farah (S, SO): Herr Kollege Addor, Sie haben letzte Woche massiven Kürzungen beim Bundespersonal zugestimmt. Gleichzeitig fordern Sie aber auch einen massiven Ausbau der Grenzkontrollen. Wer soll diese Kontrollen Ihrer Meinung nach durchführen, wenn Sie das Personal zusammensparen?

Addor Jean-Luc (V, VS): Chère collègue, si vous avez bien lu le texte que la majorité de ce Parlement, contre l'avis de votre groupe en particulier, a adopté pour compenser l'augmentation des dépenses militaires, vous constaterez qu'il n'est nulle part question de coupes linéaires dans tous les domaines. La solution, à l'évidence, est qu'il y a des domaines dans lesquels il faudra bien couper et beaucoup plus que prévu. Il y a des domaines essentiels, comme le budget de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières qu'il faudra évidemment maintenir, pour ne pas dire augmenter, car le contrôle des frontières se fera avec du personnel supplémentaire. Cela doit être clair pour tout le monde.

Dandrès Christian (S, GE): Monsieur Addor, vous avez utilisé des mots très forts. Vous parlez d'"invasion", mais vous êtes un être humain. 63 000 personnes sont décédées en mer méditerranéenne en l'espace de dix ans. Bon nombre de ces personnes viennent de pays en guerre; ce sont des femmes, des enfants et des mères. Un demi-milliard de personnes vivent sur ce continent. Ne pensez-vous pas qu'il y a la possibilité d'accueillir ces quelques milliers de personnes afin de leur sauver la vie?

Addor Jean-Luc (V, VS): Je pense qu'aucun de nous n'est indifférent à l'aspect humain du sort de ces personnes. Il faut aussi dire que ces personnes ne sont pas toutes déplacées par des guerres, mais qu'elles sont aussi simplement à la re-

cherche de conditions de vie meilleures. Et puis, vous avez cité vous-même un chiffre, mais je ne sais pas ce que vous proposez aux Suisses. Si ce que vous proposez aux Suisses, c'est de consentir à l'arrivée, vous dites de quelques milliers de personnes, mais où est la limite? Parce que maintenant, on voit qu'on a dépassé certaines limites. Il y a des effets collatéraux, si j'ose dire, de l'asile, mais pas seulement de l'asile, qui deviennent intolérables pour la population. Vous, ce que vous proposez, c'est une sorte de fatalisme, c'est d'y consentir. Eh bien, nous, ce que nous proposons aux Suisses, c'est de faire quelque chose pour contrôler mieux nos frontières et puis, éventuellement, pour améliorer l'aide sur place quand il s'agit de guerre.

Funiciello Tamara (S, BE): Herr Kollege Addor, wenn man Ihnen so zuhört, könnte man meinen, wir würden im Chaos versinken. Jetzt ist es aber so: Die Bundesasylzentren sind momentan nicht ausgelastet, die Prognosen für die kommenden Monate liegen deutlich unter dem Schnitt der letzten Jahre. Es ist also weit und breit kein Chaos zu sehen. Meine Frage an Sie: Warum betreiben Sie entgegen allen Fakten so eine Angstmacherei auf Kosten geflüchteter Menschen?

Addor Jean-Luc (V, VS): D'abord, on n'argumente pas contre la réalité des faits. Ensuite, je pense que vous devriez poser votre question aux femmes en particulier, qui souffrent, qui sont harcelées continuellement à proximité des centres de demandeurs d'asile.

Widmer Céline (S, ZH): Herr Addor, die Revision des Gemeinsamen Europäischen Asylsystems sieht vor, dass die Dublin-Rückführungen in das Erstland erleichtert werden. Können Sie mir sagen, wie Sie zu dieser Reform des Gemeinsamen Europäischen Asylsystems stehen?

Addor Jean-Luc (V, VS): Je pense qu'un système qui ne fonctionne pas et qui est en faillite depuis des années ne peut plus être réformé. Il faut le changer de fond en comble, parce qu'il ne fonctionne pas. Sur quoi est-il fondé? Sur l'idée que tous les autres pays, comme la Suisse, sont des premiers de classe. La réalité n'est pas ainsi. Notre devoir n'est pas de nous laisser avoir, si j'ose dire, par certains pays qui ne remplissent pas leurs obligations internationales – je l'ai dit tout à l'heure –, mais de défendre d'abord notre population.

Suter Gabriela (S, AG): Herr Kollege Addor, Ihre Forderung ist weder mit unseren völkerrechtlichen Verpflichtungen noch mit der Flüchtlingskonvention noch mit unserem Asylgesetz vereinbar. Europäische Grenzstaaten wie Griechenland, Italien und Spanien würden gegen diesen Entscheid Sturm laufen. Wie erklären Sie diesen Staaten, die ja bereits so viel mehr geflüchtete Menschen als wir unterstützen, Ihre Forderung?

Addor Jean-Luc (V, VS): Pour ma part – et comme vous, je pense –, j'ai été élu par des Suissesses et des Suisses pour m'occuper d'abord de la Suisse et des Suisses. Je pense qu'il existe un phénomène mondial de migration. Le système actuel, basé sur le système Schengen-Dublin, est fondé sur le fantasme que l'on pourrait tous se mettre ensemble pour la réguler. La réalité des faits est que cela ne fonctionne pas. Il faut un jour en tirer les conséquences et revenir à une gestion nationale, au moins de ses propres frontières, ce qui n'est nullement contradictoire avec certaines formes de collaboration aux frontières de ce qui est maintenant l'espace Schengen.

Klopfenstein Broggin Delphine (G, GE): En 1999, la Suisse accueillait presque 50 000 réfugiés – c'était la guerre au Kosovo –, suivant sa tradition humanitaire d'accueil. Aujourd'hui, avec l'instrumentalisation des chiffres que vous faites, n'oubliez-vous pas des périodes de l'histoire suisse?

Addor Jean-Luc (V, VS): Chère collègue, je n'oublie rien du tout. Je n'oublie ni les Kosovars, ni les Hongrois, ni les Tchèques, ni même les Ukrainiens. Ce dont nous parlons n'a

rien à voir avec un phénomène brutal, comme cela avait été le cas à ce moment-là.

Knutti Thomas (V, BE): Wie oft wurde in diesem Saal wohl schon darüber diskutiert, ob die richtigen oder die falschen Asylsuchenden in die Schweiz kommen. Eigentlich wissen es alle: Es kommen zu viele, und es kommen die Falschen. Wer dies nicht einsieht, schaut den Tatsachen nicht in die Augen. Die ungehinderte Zuwanderung ist für die Schweiz ein immer grösseres Problem, haben wir doch offensichtlich die 9-Millionen-Grenze erreicht. Die von der SVP immer erwähnte Kriminalstatistik spricht heute eine klare Sprache: Die Sicherheit unserer Bevölkerung leidet. Letztes Jahr wurden in der Schweiz sage und schreibe 522 558 Straftaten begangen oder, besser gesagt, 14 Prozent mehr als im Vorjahr. 56 Prozent davon wurden durch Ausländer begangen.

Ein vorläufig Aufgenommener hat kein Asylrecht in der Schweiz. Sein Asylgesuch wurde abgelehnt, und er muss in seine Heimat zurückgeschafft werden. Sein Aufenthalt in der Schweiz müsste also von kurzer Dauer sein. Also sagen Sie mir bitte, aus welchem Grund diese Personen ein Recht auf Familiennachzug haben sollen. Sie müssen unser Land nach kurzer Zeit wieder verlassen. Tatsache ist aber leider, dass heute 60 Prozent der Personen im Asylwesen als vorläufig aufgenommen in der Schweiz leben. Das zeigt, dass dieses System missbraucht wird und die Schweiz damit ein attraktives Land für Asylsuchende ist. Mit der Möglichkeit des Familiennachzugs wird ein Mehrfaches der jetzigen Anzahl solcher Personen die Schweiz nie wieder verlassen – nie wieder verlassen!

Für die Bevölkerung unseres Landes bedeutet das Wohnungsnot, überfüllte Strassen und Züge, Probleme in den Schulen. Da können wir nicht länger zuschauen. Ich bin der Meinung, dass wir uns an Schweden ein Beispiel nehmen sollten. Dieses Land hat nach der Flüchtlingswelle im Jahr 2015 sein Asylrecht rückwirkend verschärft und damit auch den Familiennachzug angepasst. So haben Flüchtlinge heute weniger Chancen auf Familiennachzug. Und diesen müssen wir auch entsprechend korrigieren.

Herr Bundesrat, Sie haben uns in der Asylpolitik ein schärferes Vorgehen versprochen, wonach innert 24 Stunden Asylentscheide gefällt werden sollen, worauf Menschen bei Gesuchsablehnung keine Chance auf Asylanerkennung hätten, kein Asylgesuch mehr in der Schweiz stellen könnten. Die Problematik fängt aber erst nach 24 Stunden so richtig an, und die vorläufig aufgenommenen Asylbewerber bleiben hier. Sie gehen nicht zurück, obschon es kein Aufenthaltsrecht in der Schweiz gibt. Genau dort hinkt unser System, weil eben rund 60 Prozent der vorläufig aufgenommenen hierbleiben. Die Schweizer Bevölkerung hat genug vom Asylmissbrauch. Die Schrauben müssen angezogen werden, und es besteht dringender Handlungsbedarf. Wir können wie Schweden das Recht auf Asyl nach der internationalen Konvention wahren, aber wir müssen es dem Minimalstandard anpassen. Im Übrigen haben mehrere Umfragen in letzter Zeit gezeigt, dass die Bevölkerung strengere Asylregeln will.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Cher collègue, vous voulez supprimer le regroupement familial pour les personnes qui sont admises à titre provisoire. Or, cela touche les personnes qui sont les plus vulnérables, notamment les enfants et les femmes. N'avez-vous pas un problème de conscience avec cela?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank für diese Frage. Schauen Sie, ich habe am Anfang gesagt, was momentan in unserem Land abgeht: Praktisch tagtäglich haben wir Strafdelikte in unserem Land. Ich bin hier in diesem Land, in diesem Saal, um mich dafür einzusetzen, die Schweizer Bevölkerung zu schützen. Die humanitäre Tradition in unserem Land wird fortgeführt, nach wie vor. Da habe ich auch kein Problem damit; da stehe ich dazu. Aber was momentan in unserem Asylsystem abgeht, das geht zu weit.

Rumy Farah (S, SO): Geschätzter Herr Kollege, letzte Woche haben Sie massiven Kürzungen beim Bundespersonal

zugestimmt. Gleichzeitig fordern Sie einen massiven Ausbau der Grenzkontrolle. Wer soll Ihrer Meinung nach diese Grenzkontrolle durchführen, wenn Sie beim Personal sparen?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank auch für diese Frage. Genau für die Grenzkontrolle müssen wir das Personal aufstocken; da stehen wir auch dazu. Das ist auch nötig zum Schutz unserer Bevölkerung. Ich bin ganz klar der Meinung, dass wir sehr viel Geld einsparen können, wenn wir eben den Asylmissbrauch eindämmen können und dann weniger Leute in die Schweiz kommen. Das kostet dann weniger. Darum stehe ich dazu, dass wir für die Grenzkontrollen mehr Personal einsetzen müssen.

Molina Fabian (S, ZH): Ja, Herr Kollege Knutti, die SVP-Fraktion verlangt ja immer Hilfe vor Ort, weil das auch günstiger und humaner sei. Jetzt haben Sie aber letzte Woche einer massiven Kürzung der Hilfe vor Ort zugestimmt. Ja, was wollen Sie denn jetzt?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank auch für diese Frage, Herr Molina. Wir sehen einfach, dass das Geld gerade für die Entwicklungshilfe nicht am richtigen Ort eingesetzt wird und immer noch genug Geld für die Entwicklungshilfe eingesetzt wird. 2 Milliarden Franken kann man weiterhin einsetzen, aber nicht 4 Milliarden wie bis jetzt.

Schläfli Nina (S, TG): Herr Knutti, sind Sie sich bewusst, dass sich mit der Motion 24.3057 der SVP-Fraktion, "Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene", mehr Frauen und Kinder auf den Weg über die gefährliche Mittelmeerroute machen könnten?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank auch für diese Frage. Nein, das stimmt nicht. Es werden nicht mehr kommen. Der Familiennachzug muss jetzt eingedämmt werden, damit wir diese Leute nicht in der Schweiz haben, und wir müssen mehr Rückführungen machen. Das ist dringend nötig für unser Land.

Marti Min Li (S, ZH): Geschätzter Herr Kollege, vorläufig Aufgenommene sind zu einem grossen Teil Menschen, die aus einem Bürgerkriegs- oder Kriegsgebiet flüchten oder beispielsweise aus einer schlimmen Diktatur. Finden Sie es zumutbar, diese Leute in ein Kriegsgebiet zurückzuschicken oder in eine islamistische Diktatur wie beispielsweise in Afghanistan? Finden Sie es zumutbar, dass deren Familienangehörige über Jahrzehnte dort bleiben müssen?

Knutti Thomas (V, BE): Wenn ich die heutige geografische Lage unseres Landes anschau, dann sehe ich, dass wir bei allem Elend, das in verschiedenen Ländern herrscht, nicht die ganze Welt aufnehmen können. Das ist einfach Fakt. Wir müssen jetzt, und ich sage es noch einmal, zum Schutz unserer Schweizer Bevölkerung handeln.

Docourt Martine (S, NE): Cher collègue, en fait, votre proposition est contraire au droit international, mais aussi à la Constitution dans laquelle le droit à la vie familiale est inscrit. Etes-vous indifférent aux principes constitutionnels?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank für diese Frage. Nein, es ist mir selbstverständlich nicht egal. Ich habe es gesagt: Wir können uns, wie das Schweden gemacht hat, an die Minimalstandards anlehnen. Mit diesen Anpassungen können wir auch den Familiennachzug eindämmen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich beziehe mich kurz auf eine Frage von Kollege Molina: Denken Sie, geschätzter Kollege Knutti, es wäre sinnvoll, Kollege Molina nach seinen dramatischen Worten und Fragen mitzuteilen, dass die APD-Quote gestiegen ist und die Beiträge an die Entwicklungshilfe von 2021 bis 2023 um über 1 Milliarde auf 4,64 Milliarden Franken erhöht worden sind?

Knutti Thomas (V, BE): Ich denke, das wäre sehr wichtig, und ich hoffe, dass Herr Molina jetzt auch verstanden hat, dass eben genügend Geld – zu viel Geld! – für die Entwicklungshilfe eingesetzt wird.

Candan Hasan (S, LU): Herr Knutti, vorläufig aufgenommene Menschen kommen aus Ländern, in denen gewalttätige Konflikte und Bürgerkrieg herrschen. Die Rückkehr ist einfach schlicht zu gefährlich. Wollen Sie Tausende von Menschen in den sicheren Tod zurückschicken?

Knutti Thomas (V, BE): Ich habe es schon gesagt: Es muss zumutbar sein. Die Zumutbarkeit ist aber in vielen Fällen gegeben, sodass wir Asylbewerber in diese Länder zurückschicken könnten. Dies müssen wir jetzt vollziehen.

Ich sage es noch einmal: Ich stehe hier im Auftrag der Schweizer Bevölkerung, ich stehe hier für mehr Sicherheit ein. Schauen Sie mal, was jeden Tag passiert, lesen Sie die Zeitungen! Dann merken Sie, dass Handlungsbedarf besteht. Wir haben von der Schweizer Bevölkerung einen Auftrag erhalten. Es ist einfach so.

Widmer Céline (S, ZH): Sehr geehrter Herr Knutti, will die SVP-Fraktion mit diesem Vorstoss ein neues Saisonierstatut schaffen? Wollen Sie Schrankkinder wie in den 1970er-Jahren?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank für diese Frage, Frau Widmer. Im Jahr 2023 wurden 7380 vorläufige Aufnahmen verfügt. Das sind 40 Prozent mehr als im Jahr 2022. Da müssen wir doch etwas unternehmen, das kann man doch nicht einfach länger totschweigen.

Matter Thomas (V, ZH): Herr Kollege Knutti, ich habe eine ganz einfache Frage: Ist es nicht so, dass vorläufig Aufgenommene abgewiesene Asylsuchende sind?

Knutti Thomas (V, BE): Ganz klar: Diese Leute müssten sofort zurückgeschickt werden und dürften nicht in unserem Land weiterleben. Was Kollege Matter erwähnt hat, ist einfach eine Tatsache.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Lieber Herr Kollege, Sie haben vorhin gesagt, es gebe Länder, bei denen es ganz klar sei, dass man die Leute dahin zurückschicken könne. Nun ist es so, dass der Bundesrat jeweils unter Berücksichtigung des internationalen Kontextes entscheidet, wo es gefährlich ist und wo nicht. Nun meine Frage: In welchem Land waren Sie, um zu wissen, dass es weniger gefährlich ist als das, was der Bundesrat jeweils entscheidet?

Knutti Thomas (V, BE): Ich habe mich hier an Schweden angelehnt, wo dieses System angepasst wurde, und wenn Schweden das kann, können wir es in der Schweiz auch, ohne dass wir völkerrechtliche Vorschriften oder Vorgaben verletzen.

Glättli Balthasar (G, ZH): Die vorläufige Aufnahme gibt Menschen Schutz, die nach der Flüchtlingskonvention nicht in ein Kriegsland zurückgeschickt werden können. Sind Sie der Meinung, dass die Familien dieser Menschen keinen Schutz verdienen?

Knutti Thomas (V, BE): Die Regeln sind klar, und ich habe es jetzt mehrmals gesagt: Wir können nicht sämtlichen Leuten Familiennachzug gewähren. Ich habe die Zahlen zu den vorläufig Aufgenommenen erwähnt, und es geht zu weit, wenn wir auch diesen Leuten den Familiennachzug gewähren – bei aller Dramatik, die Sie jetzt hier demonstrieren und suggerieren. Was in diesen Ländern abgeht, ist schlimm genug, aber wir können nicht für alle sämtliche Verantwortung übernehmen.

Meyer Mattea (S, ZH): Kollege Knutti, wenn es den Schutzstatus S nicht geben würde, wären die ukrainischen Geflüchteten mit sehr grosser Wahrscheinlichkeit alle vorläufig Auf-

genommene. Wollen Sie, dass auch die ukrainischen Geflüchteten nicht als Familie in der Schweiz leben können?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank für diese Frage; es ist eine sehr gute und eine sehr wichtige Frage. In vielen Teilen der Ukraine, das ist auch eine Tatsache, herrscht kein Krieg. Wir sind der Meinung, dass es möglich sein muss, diese Leute in die Teile der Ukraine zurückzuschicken, in denen kein Krieg herrscht.

Sollberger Sandra (V, BL): Geschätzter Kollege, wir haben vorhin von Ländern gehört, welche zu gefährlich seien, um Rückführungen dorthin zu machen. Staunen Sie nicht auch, dass wir in unserem Land so viele Asylgesuche aus der Türkei haben, einem Ferienland?

Knutti Thomas (V, BE): Absolut. Es ist für mich nach wie vor unerklärlich, dass wir das nicht besser regeln, dass Leute hier einen Aufenthalt haben und nach wie vor nicht in ihr Land zurückgehen. Also da wäre der Bundesrat ganz klar gefordert und müsste dies schnellstmöglich korrigieren.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Kollege Knutti, Sie sprechen von den vorläufig Aufgenommenen. Warum wird jemand nur vorläufig aufgenommen? Was ist los, dass man sie nicht ausschaffen kann, wie Sie sich das wünschen?

Knutti Thomas (V, BE): Es wurde ja in der Antwort des Bundesrates erläutert, warum diese Leute nicht ausgeschafft werden: weil man sagt, es sei Bürgerkrieg, und dies wird aus unserer Sicht auch zu wenig abgeklärt; das müsste restriktiver abgeklärt werden, damit wir eben diese Leute nicht vermehrt hier im Land haben. Die Schweiz ist einfach zu attraktiv, das ist doch eine Tatsache. Wir haben es vorhin von Kollege Addor gehört: Im Jahr 2023 sind 30 000 Asylbewerber in unser Land gekommen, und das müssen wir ändern.

Pamini Paolo (V, TI): Lieber Herr Kollege, verstehe ich es korrekt, dass in dieser Diskussion viele meiner linken Vorredner am Problem vorbeireden, weil vorläufig Aufgenommene keine Asylanter sind?

Knutti Thomas (V, BE): Ja, das ist ganz klar, ich kann Ihnen recht geben. Wir müssen es jetzt einfach schaffen, diesen Status zu ändern, damit wir diese Leute nicht länger in unserem Land haben.

Roth David (S, LU): Herr Knutti, können Sie mir bestätigen, dass die Zahl der Personen, die via Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene in die Schweiz gekommen sind, durchschnittlich 108 Personen beträgt? Und wie viel Prozent der gesamten Migration macht das aus?

Knutti Thomas (V, BE): Die genaue Prozentzahl kann ich Ihnen hier und jetzt nicht sagen. Aber die andere Zahl ist natürlich eine Tatsache, das stimmt, ja.

Detting Marcel (V, SZ): Sehr geehrter Kollege Knutti, von linker Seite wurde gesagt, es sei nicht menschenrechtswürdig, dass man vorübergehend Aufgenommene in ihr Heimatland zurückschicke. Der Bundesrat hat letztes Jahr mehrere hundert Heimatreisen bewilligt, damit diese Leute in ihr Heimatland gehen und dort Ferien machen können. Finden Sie das richtig?

Knutti Thomas (V, BE): Nein, das ist natürlich eine absolute Katastrophe, was da abgeht, dass Leute, die hier den Asylstatus haben, in ihrem Land Ferien machen können und wieder zurückkommen. Also auch hier: Der Handlungsbedarf ist in der ganzen Asylproblematik sehr gross. Ich hoffe wirklich eindringlich, dass wir heute Mehrheiten für unsere Vorstösse finden.

Glarner Andreas (V, AG): Die Schweiz wird seit Längerem von einer nie da gewesenen Welle von Personen überrollt, die zwar kein Asyl erhalten, aber aus den verschiedensten

Gründen nicht zurück- oder ausgeschafft werden können. Asylbewerber aus gewissen Staaten, wie zum Beispiel Eritrea, erreichen eine 85-prozentige Schutzquote. Wenn sie also heute in Asmara, der Hauptstadt von Eritrea, in einen Bus Richtung Norden steigen, dann haben sie eine 85-prozentige Chance, in unserem Land bleiben zu können; dies nicht etwa, weil sie berechtigte Gründe hätten, sondern weil wir sie nicht zurückschaffen können. Sie bekommen also ein Bleiberecht. Und falls sie zwischenzeitlich ein Kind zeugen sollten, so werden sie definitiv hierbleiben können. Wir haben also faktisch eine Personenfreizügigkeit mit Eritrea, allerdings eine sehr einseitige, eine unerwünschte und unglaublich teure Personenfreizügigkeit.

Diese und jene mit weiteren Staaten belasten unsere bestehenden Strukturen enorm. Die Gemeinden und die Kantone sind heillos überfordert, und dies nicht nur finanziell, sondern auch hinsichtlich der Unterkünfte, Schulen, Spitäler, Infrastrukturen und leider auch hinsichtlich der Kriminalität. Und es brodelt in der Bevölkerung. Diese ist nicht mehr länger bereit, diesen gigantischen Asylmissbrauch mitzumachen. Die Schweiz muss sich nun gegen diesen Betrug wehren. Es kann und darf doch nicht sein, dass unsere humanitäre Tradition derart missbraucht wird.

Mit der Motion 24.3058 möchten wir erreichen, dass ein Mensch, dessen Gesuch abgelehnt wird, direkt wieder in jenes sichere Drittland zurückgeschafft werden kann, aus welchem er zu uns gekommen ist. Das ist auch der Sinn des Dublin-Assoziierungsabkommens, das Sie uns damals wärmstens empfohlen haben. Und hierzu müssen wir nur Artikel 22 des Asylgesetzes anwenden, welcher nämlich im Transitbereich des Flughafens bereits Anwendung findet: Wir würden also entlang der Schweizer Grenze, noch auf Schweizer Boden, Transitbereiche schaffen. Diese können durchaus komfortabel ausgestaltet sein, damit eine würdige Unterkunft für die Dauer des Verfahrens gewährleistet ist. Verglichen mit den gigantischen Kosten, welche die unberechtigten Gesuche verursachen, können wir diese Transitbereiche durchaus auch als Fünfsternehotels mit Pool- und Wellnessbereich ausstatten. Denn alles ist billiger, als wenn diese Personen einen Fuss widerrechtlich in unser Land setzen. Asylgesuche könnten also nur dort gestellt werden.

Im Rahmen der Mitwirkungspflicht nach Artikel 8 des Asylgesetzes ist es jedem Gesuchsteller zuzumuten, sein Gesuch an einem von der Schweiz bezeichneten Ort zu stellen. Wer eine Berechtigung hat, bei uns Asyl zu bekommen, kann nach Erledigung des Verfahrens selbstverständlich in unser Land einreisen und soll hier auch Aufnahme finden – möglichst vorübergehend, wie dies im Asylrecht auch vorgesehen ist. Alle anderen müssen aber eben zurück.

Der Bundesrat schreibt in seiner Stellungnahme, dies komme einer Eingrenzung und einer Internierung gleich und stelle einen unverhältnismässigen Eingriff in die persönliche Freiheit dar. Das ist natürlich keineswegs der Fall. Der Bundesrat schreibt weiter: "Die Grenzen dieser Zonen zum weiteren Inland müssten mit grossem Aufwand gesichert werden und die Schweiz müsste hier die Binnengrenzkontrollen dauerhaft wieder einführen." Ja natürlich, das machen die anderen Staaten rund um uns herum inzwischen auch.

Von einer Belastung der Grenzkantone kann keine Rede sein, die Grenzkantone würden wir grosszügig entschädigen. Der Bundesrat spricht zudem von Mehrkosten und ist sich offenbar nicht bewusst, was diese ungerechtfertigten Gesuche in den Gemeinden und Kantonen für enorme Kosten verursachen.

Das Schönste ist aber, dass nach der Einführung von Transitzonen die Gesuche Richtung null tendieren werden. Denn wer kein Anrecht auf Asyl hat, wird sein Gesuch nicht mehr bei uns stellen. So einfach ist das.

Zudem gibt es jährlich 15 000 Personen, die nicht mehr auffindbar sind. Diesen wurde die vorläufige Aufnahme entzogen oder niemals gewährt. Aber niemand weiss, wo sie sind. Wären sie in der Transitzone, dann wüssten wir, wo sie sind. Helfen Sie uns dabei, nun endlich Nägel mit Köpfen zu machen. Lehnen wir die Falschen ab, gewähren wir denen, die es wirklich verdient haben, unseren Schutz, unseren vorübergehenden Schutz.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Cher collègue, si votre motion était acceptée, cela signifierait que vous imposeriez une charge extrêmement importante, aussi en matière de coûts, aux cantons frontaliers. Pensez-vous qu'il est juste de faire peser la charge de l'ensemble du système d'asile sur ces cantons?

Glarner Andreas (V, AG): Geschätzte Kollegin, glauben Sie mir, es wird so kommen, dass sich die Kantone darum reisen werden, diese Transitzone haben zu dürfen – weil nämlich gar keine Leute mehr kommen.

Molina Fabian (S, ZH): Herr Kollege Glarner, Sie wettern ja immer gegen die EU. Gleichzeitig ist es so, dass die Europäische Union jetzt gerade ein neues Asylsystem beschlossen hat, das ja auch zum Ziel hat, die irreguläre Migration zu reduzieren. Wäre es nicht angebracht, dass wir zuerst einmal diese Reform abwarteten, die ja die Schweiz auch übernehmen wird, bevor Sie hier irgendwelche unrealisierbaren Schnellschüsse fordern?

Glarner Andreas (V, AG): Geschätzter Kollege Molina, es ist doch kein unrealisierbarer Schnellschuss, sondern eine schnell realisierbare Lösung. Alles, was um uns herum geschieht, ist mir eigentlich relativ egal, weil die EU noch nichts auf die Reihe gebracht hat: Dublin funktioniert nicht, Schengen funktioniert nicht – und Sie möchten von diesem System noch stärker abhängig sein? Nein. Wir sind für unsere Landesgrenzen selbst verantwortlich, für unser Land verantwortlich. Begreifen Sie das endlich!

Rumy Farah (S, SO): Geschätzter Herr Kollege Glarner, Sie kürzen einerseits die Finanzen beim Bundespersonal und erwarten andererseits schärfere Grenzkontrollen. Wer soll diese Ihrer Meinung nach durchführen? Soll dies einfach wie von Geisterhand funktionieren?

Glarner Andreas (V, AG): Dieser gigantische Asylbetrug kostet die Schweiz – also den Bund, die Kantone und die Gemeinden – 11 Milliarden Franken. Davon können Sie 1 Milliarde nehmen und haben dann ganz viel Geld für Grenzbeamte.

Bürgi Roman (V, SZ): Herr Glarner, Sie haben erwähnt, dass 15 000 abgewiesene Asylanten nicht mehr auffindbar sind. Wo sind diese Leute?

Glarner Andreas (V, AG): Ja, die werden von den Linken in den Städten Zürich, Genf, Lausanne und weiteren Dörfern verhätschelt und als sogenannte Sans-Papiers geführt.

Marti Min Li (S, ZH): Geschätzter Herr Kollege, Sie haben sich kritisch über Schengen und Dublin geäußert. Fänden Sie es besser, wenn die Schweiz auf jedes Asylgesuch, das gestellt wird, künftig selber eintreten und es selber behandeln müsste, was eigentlich die Konsequenz einer Kündigung dieses Abkommen wäre?

Glarner Andreas (V, AG): In meinem Antrag steht nichts von einer Kündigung dieses Abkommen. Demzufolge verstehe ich Ihre Frage nicht ganz.

Docourt Martine (S, NE): Cher collègue, ces propositions, une fois de plus, ne sont pas seulement contraires au droit international, mais aussi à la Constitution. N'êtes-vous pas indifférent aux principes constitutionnels?

Glarner Andreas (V, AG): Sie müssen mir den Passus der Bundesverfassung nennen, dem dies widerspricht. Es widerspricht überhaupt nicht der Bundesverfassung, auf sein eigenes Land zu schauen und selbst Massnahmen zu ergreifen, um diesen gigantischen Betrug endlich zu stoppen.

Riner Christoph (V, AG): Die Motion 24.3059 der SVP-Fraktion, "Datenaustausch bei illegalen Migranten systematisieren", verlangt vom Bundesrat Massnahmen, damit sämtliche relevanten Daten von illegal in der Schweiz anwesenden Per-

sonen betreffend Aufenthaltsstatus, Wohnort, Versicherungsstatus, Prämienzahlungen, Prämienvergünstigungen, Versicherungsleistungen von Krankenkassen, AHV, IV und weiteren Sozialversicherungen ausgetauscht und abgeglichen werden. Illegaler Aufenthalt darf nicht einfach geduldet werden. Dazu braucht es den systematischen Datenaustausch zwischen Kantonen, Gemeinden, Sozialbehörden, Krankenkassen und weiteren Sozialversicherungen.

In der bundesrätlichen Stellungnahme wird erwähnt, mit der geltenden Regelung werde der Datenschutz gewährleistet und es könne vermieden werden, dass sich illegal Anwesende bei den Sozialversicherungen anmeldeten – aus meiner Sicht ein falscher Ansatz. Im Bericht "Gesamthafte Prüfung der Problematik der Sans-Papiers" des Bundesrates vom Dezember 2020 in Erfüllung des Postulates 18.3381 der SPK-N vom 12. April 2018 heisst es: "Die Krankenversicherer und die Kantone sind nur berechtigt, Personendaten an die Migrationsbehörden bekanntzugeben, wenn die betroffene Person dazu schriftlich eingewilligt hat." Weiter heisst es: "Der Bundesrat kommt trotz der allenfalls möglichen Ziel- und Interessenkonflikte zwischen den beteiligten Behörden zum Schluss, dass die bestehende Regelung des Datenaustausches in diesem Bereich angemessen ist." Der Datenschutz hilft in diesen Fällen also offenbar, rechtswidrige Aufenthalte in unserem Land zu gewähren. Das darf nicht sein. Gesetze gelten für alle. Illegaler Aufenthalt ist kein Kavaliersdelikt. Hier braucht es eine Kurskorrektur, und diese erreichen wir mit diesem Vorstoss.

Der Staat müsste doch grösstes Interesse daran haben, rechtswidrigen Aufenthalt zu unterbinden. Wenn mittels Datenschutz illegaler Aufenthalt geduldet wird, untergräbt dies das Vertrauen in unseren Staat. Auch das Vertrauen in die Migrationspolitik, die bei den Bürgern weit oben auf dem Sorgenbarometer steht, wird geschwächt. Schweizerinnen und Schweizer, aber auch Menschen ohne Schweizer Pass, die bei uns ordentlich angemeldet sind, müssen sich an unsere Gesetze halten. Gelten die Gesetze nicht für alle? Was für ein Signal senden wir aus, wenn mittels Datenschutz rechtswidriger Aufenthalt akzeptiert wird? Dies kann gar als Einladung zum illegalen Aufenthalt in der Schweiz verstanden werden. Wollen wir diese Haltung wirklich den Menschen in unserem Land vermitteln? Ist das die Aufgabe der Politik? Um die Attraktivität der Schweiz für den illegalen Aufenthalt zu reduzieren, müssen wir doch alle Möglichkeiten ergreifen, dies auch zugunsten all jener Menschen ohne Schweizer Pass, die sich an die Gesetze und Regeln bei uns halten. Daher braucht es auch den systematischen Datenaustausch.

Ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen und damit eine Kurskorrektur zu machen sowie das Vertrauen der Bevölkerung in den Rechtsstaat zu stärken.

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Notre politique d'asile n'est plus adaptée aux défis du monde globalisé du XXI^e siècle. Il est indiscutable que les personnes qui ont droit à l'asile et à notre protection doivent être soutenues dans le respect de notre tradition humanitaire. Mais, en plus des personnes persécutées, ce sont de plus en plus de réfugiés économiques qui arrivent chez nous. Si aucune mesure n'est prise pour endiguer l'immigration illégale, l'acceptation de notre politique d'asile par la population risque de s'éroder sérieusement.

Le nombre de demandes d'asile en Europe a fortement augmenté. Certains pays voisins, dont l'Allemagne, restaurent les contrôles à la frontière. La Suisse doit dès lors veiller à ne pas devenir trop attrayante pour la migration illégale. La prise d'otage dans un train près d'Yverdon par un requérant d'asile, les incessantes incivilités autour des centres fédéraux, que ce soit à Boudry ou à Chiasso, le tourisme médical de certains et l'exaspération grandissante de certains cantons ou communes et de leur population illustrent bien les faiblesses et les dysfonctionnements qui règnent dans le monde de la migration.

Pour toutes ces raisons, je demande au Conseil fédéral de mettre en place rapidement une task force Asile qui s'occupera de la gestion des défis dans ce domaine important et proposera des mesures adéquates afin de prévenir les crises, endiguer les abus et faciliter l'intégration.

Cette task force doit réunir des représentants choisis par les autorités fédérales compétentes, les cantons, les communes, les organisations non gouvernementales et des experts indépendants. Notre ancienne collègue, Isabelle Moret, aujourd'hui conseillère d'Etat vaudoise en charge de l'asile, demande, elle aussi, un tel instrument, elle qui est confrontée directement aux problèmes de l'asile dans notre canton. Avoir un organe stratégique afin de maîtriser les fluctuations migratoires et les planifications d'urgence nous paraît indispensable. Une task force Asile permettrait de garantir une collaboration optimisée entre les différents acteurs, mais également d'identifier et de gérer les défis à temps. Une approche coordonnée et ciblée contribuerait à améliorer la qualité des procédures d'asile, à accroître l'efficacité de la procédure et à promouvoir l'intégration des personnes ayant droit à notre protection.

Il n'est pas question de mettre en place une usine à gaz; cela n'intéresse personne. Les tâches de la task force seraient d'effectuer une analyse de la situation actuelle qui inclurait l'identification des défis, des goulets d'étranglement et des points faibles dans les procédures et structures existantes. Il s'agirait également de renforcer la coopération et la coordination entre les autorités concernées à l'échelle fédérale, cantonale et communale, et de suivre la mise en oeuvre des mesures prises en les évaluant régulièrement. Enfin, sur la base des résultats obtenus, il s'agirait de proposer les adaptations nécessaires dans la législation sur l'asile, notamment en rendant les processus plus efficaces, mais aussi en garantissant l'hébergement et l'intégration des personnes en quête de protection.

Le Conseil fédéral dit dans son avis en réponse à ma motion qu'il y a déjà des organes en place. C'est vrai, mais ils ne se réunissent que quatre fois par an. C'est insuffisant pour répondre à un système sous pression et, admettons-le, au bord de la rupture. Il faut prendre des mesures rapides et fortes, comme au moment de la crise énergétique ou de la pandémie. Nous devons agir en mode crise. Il ne suffit plus de constater ou de faire des annonces. Le nouveau chef du département, le conseiller fédéral Beat Jans, a promis des actes. Je salue sa volonté, mais nous attendons évidemment les résultats.

Si la Suisse veut pouvoir agir de manière efficace, des efforts supplémentaires sont nécessaires, comme la mise en oeuvre d'une task force Asile. C'est une solution réaliste et pragmatique, qui vise à pallier les faiblesses de notre politique migratoire; une force de réflexion rapide qui anticipera les crises et proposera des mesures. L'anticipation est essentielle. Si nous voulons rester fidèles à nos valeurs humanitaires, nous devons être plus efficaces et combattre les abus afin de pouvoir continuer à accueillir celles et ceux qui ont droit à notre protection.

Molina Fabian (S, ZH): Frau Kollegin de Quattro, Sie haben ausgeführt, weshalb es heute eine Taskforce Asyl braucht. Nun ist es so, dass Ihre Bundesrätin, Frau Keller-Sutter, selber drei Jahre lang für dieses Dossier zuständig war. Weshalb hat sie damals zwischen 2019 und 2023, als die Asylzahlen mindestens so hoch waren, keine Taskforce Asyl eingeführt?

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Je constate qu'on ne lui a pas posé la question. Je le fais aujourd'hui.

Docourt Martine (S, NE): Chère collègue, on a eu plusieurs propositions du groupe UDC contraires au droit international et à la Constitution, propositions que votre groupe est prêt à accepter. Etes-vous, au sein du groupe libéral-radical, aussi indifférents aux principes constitutionnels?

de Quattro Jacqueline (RL, VD): La formation d'une task force en charge de l'asile n'a rien d'anticonstitutionnel. Je ne me prononce pas sur les propositions de nos collègues du groupe UDC.

Dandrès Christian (S, GE): Madame de Quattro, M. Addor avait déjà déposé le texte qu'il a présenté tout à l'heure, en

2021, et sur lequel nous avons débattu ici en 2022. Pourriez-vous rappeler au conseil quelle a été votre position sur cette question?

de Quattro Jacqueline (RL, VD): J'ai soutenu cette task force à l'époque.

Meyer Mattea (S, ZH): Frau de Quattro, ich kann Ihnen sagen, Sie haben diesen Vorstoss damals im Jahr 2022 gemeinsam mit der ganzen FDP-Fraktion abgelehnt. Was ist genau in diesen letzten zwei Jahren passiert, dass Sie eine Kehrtwende um 180 Grad gemacht haben?

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Ce n'est pas un changement. C'est une autre proposition que celle qui avait été faite à l'époque par le groupe UDC.

Widmer Céline (S, ZH): Sehr geehrte Frau Kollegin, es ist die ausserordentliche Session "Asyl", und wir sprechen über verschiedene Vorstösse. Erlauben Sie mir bitte nochmals die Frage: Die FDP hat vor wenigen Wochen in einer Vernehmlassung gesagt, dass sie dafür ist, dass man die Wartefrist für den Familiennachzug bei vorläufig Aufgenommenen herabsetzt, weil dies dem EGMR entspricht. Weshalb diese Kehrtwende? Sind Ihnen Menschenrechte plötzlich egal?

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Je le répète, la création d'une task force n'est pas contraire à la Constitution ni aux conventions internationales.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Ich möchte Sie daran erinnern, dass sich die Fragen auf vorangegangene Ausführungen beziehen müssen. Es ist in diesem Rat nicht üblich, irgendwelche Fragen zur allgemeinen Weltlage zu stellen, es sei denn, die allgemeine Weltlage wurde in den Ausführungen thematisiert.

Tschopp Jean (S, VD): Permettez-moi de le dire sans détour, je profite d'avoir la parole pour que les choses soient claires: le groupe socialiste ne remettra pas en cause le droit au regroupement familial, le droit d'enfants de pays en guerre de vivre en sécurité avec leurs parents.

J'en viens à l'objet de cette motion qui concerne l'intégration des Ukrainiens. En février 2022, contre toute attente, Poutine envahissait l'Ukraine en violation de l'interdiction du recours à la force. Sur le terrain, selon les Nations Unies, les forces russes ont déjà causé la mort de près de 11 700 civils ukrainiens et ont fait pratiquement 25 000 blessés, et ces chiffres, toujours selon les Nations Unies, sont sans doute sous-estimés. Le front s'étend sur plus d'un millier de kilomètres entre Kherson et Belgorod. Cette situation n'empêche pas des bombardements russes contre des civils très éloignés du front. Ainsi dans la nuit du 20 au 21 septembre dernier, c'était ce week-end, à Kryvyi Rih, en plein centre de l'Ukraine, des bombardements ont fait plusieurs morts, dont des enfants.

Ce tableau montre, contrairement à ce que certains laissent parfois entendre, qu'aucune partie de l'Ukraine n'est en sécurité. Nous souhaitons toutes et tous une fin rapide à cette guerre, mais ce conflit s'enlise. Et Poutine a aménagé la Constitution pour pouvoir se présenter en 2030 et rester au pouvoir jusqu'en 2036. A cette date, il serait encore capable de trouver d'autres subterfuges pour se maintenir à tout prix au pouvoir.

Le statut S pour les personnes à protéger vient d'être prolongé par le Conseil fédéral, après une consultation des cantons et des partenaires. Il durera jusqu'en mars 2026. Le gouvernement pourra ensuite prolonger d'une année supplémentaire ce statut, avant qu'il ne se transforme en autorisation de séjour aussi longtemps que durera la guerre.

Après trois ou quatre ans, le momentum est souvent déterminant pour réussir une intégration. Le Conseil fédéral a fixé un objectif d'insertion professionnelle ambitieux de 40 pour cent des ressortissants ukrainiens en Suisse. Nous approchons de cet objectif avec un niveau de près de 30 pour cent déjà, alors qu'il était encore de 20 pour cent il y a quelques mois seulement. Le statut S est de durée limitée, à l'inverse

d'une autorisation de séjour. Aujourd'hui, les Ukrainiennes et Ukrainiens en Suisse ont une protection de dix-huit mois encore.

La plupart du temps, un employeur a le choix entre un candidat au bénéfice d'une autorisation de séjour – permis B –, et un second candidat avec un permis S de durée limitée; il opte la plupart du temps pour le premier. C'est la raison pour laquelle notre motion vise à anticiper l'octroi de permis de séjour aux ressortissants ukrainiens, afin de nous donner plus de chances de réussir cette intégration.

Les Ukrainiens, la plupart du temps des femmes qui, avec les enfants, sont très nettement majoritaires parmi les ressortissants en Suisse, sont souvent très qualifiés. Il y a un enjeu essentiel concernant la reconnaissance des diplômes.

Je participais il y a quelques semaines à une table ronde sur l'insertion professionnelle des Ukrainiens organisée par la Business School de Lausanne. Ce qui domine chez les participantes, c'est l'envie de travailler, de ne pas se laisser décourager malgré les traumatismes subis. Comme souvent dans les parcours migratoires, les personnes qui arrivent dans un pays qui n'est pas le leur, mathématiciennes ou ingénieures à la pointe dans leur domaine en Ukraine, sont prêtes à recommencer avec un métier moins qualifié, comme aide-soignante ou employée dans la restauration. En Suisse, où tant de secteurs sont frappés d'une pénurie de personnel, nous avons tout intérêt à faciliter l'intégration professionnelle des Ukrainiens.

Au nom de toutes les personnes de différentes sensibilités qui se sont retrouvées sur cette demande de nouveaux statuts, je vous invite à soutenir ma motion.

Gredig Corina (GL, ZH): Ich habe letztes von Schweizern, die Ukrainer hier bei der Integration unterstützen, einen bezeichnenden Spruch gehört. Sie haben gesagt, die Ukrainerrinnen hätten trotz, nicht dank des Staates eine Arbeitsstelle gefunden. Das spiegelt leider die Realität wider, wie sie die Leute, die den Ukrainerinnen hierzulande helfen, oft tagtäglich vorfinden. Die Integration von Personen mit Schutzstatus S in den Arbeitsmarkt scheitert auch an bürokratischen Hürden und der mangelnden Koordination zwischen den Kantonen.

Einige Beispiele, die zeigen, dass wir hier wirklich noch Handlungsbedarf haben, wurden mir zugespielt. Eine Ukrainerin wartete für eine Stelle als Kellnerin im Kanton Aargau über neun Monate auf die Arbeitsbewilligung, weil die Stelle in einem anderen Kanton war; neun Monate sind einfach neun Monate zu viel. Ein gut ausgebildeter Ukrainer mit spezifischen Fachkenntnissen kann seinen Job nicht antreten; nicht etwa, weil der Arbeitgeber ihn nicht will – im Gegenteil, der Arbeitgeber will diese Fachkenntnisse unbedingt haben –, nein, weil noch diverse Dokumente nachgefordert wurden und diese Person dann keine Bewilligung bekommen hat. Wir bekommen doch eine Bewilligung, wenn wir eine Arbeitsstelle suchen und uns dringend jemand möchte – wieso dann nicht eine gut ausgebildete Person, die hierzulande lebt? Auch einer Ukrainerin, die einen Job in einer Pflegeeinrichtung gefunden hatte, wurde letzte Woche die Arbeitsbewilligung verweigert; sie hat sie nicht bekommen. Jetzt beginnt die ganze Suche wieder von vorne.

Personen, die arbeiten wollen und können, fallen heute noch zu oft zwischen Stuhl und Bank. Die Folge ist eben, dass die finanzielle Eigenständigkeit nicht erreicht wird und die Leute dann noch länger in der Sozialhilfe bleiben. So erreichen wir das Ziel von 40 Prozent Erwerbstätigkeit bei den Schutzsuchenden doch nie und nimmer. Wir haben derzeit eine historisch tiefe Arbeitslosenquote, und noch nie hatte ein Unternehmen so lange, um eine Stelle zu besetzen. Gleichzeitig wissen wir alle, dass wir ein riesiges Loch in der Bundeskasse haben, ein Loch von 3 bis 4 Milliarden Franken – und dann leisten wir uns tatsächlich so einen Behördenschwungel. Das kann doch nicht im Interesse von uns, den Schutzsuchenden und sicher nicht im Interesse der Bevölkerung hierzulande sein. Deshalb wird der Bundesrat mit diesem Vorstoss dazu aufgefordert, seine Bemühungen zu verstärken und hier auch koordinativ zu wirken, damit die Kantone die Prioritäten etwas anders setzen.

Wir haben ja heute quasi eine generelle Aussprache zum Thema Asyl. Es ist wichtig, dass wir gerade bei diesem emotionalen Thema sachlich und lösungsorientiert bleiben und Ideen unterstützen, mit denen wir menschlich bleiben und die tatsächlich machbar sind. Gerade beim Thema Asyl braucht es eine verantwortungsvolle, aber auch praktikable Antwort. Weder eine Politik der Abschottung noch unrealistischer Idealismus bringen uns hier weiter. Die Schweiz muss – und das möchten wir doch alle – ihre humanitäre Verantwortung wahrnehmen, aber natürlich ohne die praktischen Folgen auszublenden. Integration wird ermöglicht, aber auch erwartet. Menschen, die sich erfolgreich in die Gesellschaft einbringen, sollten eine Perspektive erhalten. Diejenigen, die nur vorgeben, dass sie Schutz suchen, ihn anderen aber sogar nehmen, müssen konsequente Massnahmen in Kauf nehmen. Wir müssen deshalb selbstverständlich auch die Kooperation mit den Herkunftsländern weiter verstärken, weil eben die raschere Rückkehr von Nichtschutzbedürftigen für die Integrität des Asylsystems essenziell ist.

Es ist Zeit für Lösungen statt nur Lärm. Ein ganz grosser und wichtiger Teil der Lösung wird die europäische Asylreform sein, welche die Konstruktionsfehler des jetzigen Systems beseitigt. Auch dieser Vorstoss ist kein Lärm, er ist Teil der Lösung.

Ich bitte Sie deshalb, hier diesen Teil der Lösung zu unterstützen.

Paganini Nicolò (M-E, SG): Je komplexer das Problem, desto grösser ist der Wunsch nach einfach funktionierenden Patentrezepten. Diese Zauberformel gibt es in der Asylpolitik leider nicht. Das gilt mindestens dann, wenn internationales Recht wie die Flüchtlingskonvention beachtet werden soll.

Weltweit waren im Mai dieses Jahres rund 120 Millionen Menschen auf der Flucht. Für viele von ihnen ist Europa mit seinen funktionierenden Demokratien, rechtsstaatlichen Verfahren und ausgebauten Sozialsystemen das Ziel. Dass unsere europäischen Demokratien durch diese Migrationsströme einer riesigen Belastung ausgesetzt sind, kann nicht wegdiskutiert werden. Die Willkommenskultur ist vielerorts vorbei, und unser Land wird wohl Umlenkungseffekte zu spüren bekommen.

In der Schweiz herrscht aus Sicht der Mitte-Fraktion kein Asylchaos. Wir haben im Vergleich zu den meisten europäischen Staaten sinnvolle, relativ kurze Verfahren. Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP steht für unsere humanitäre Tradition ein. Wer hilfsbedürftig im Sinne eines Asylgrundes nach Genfer Flüchtlingskonvention ist, soll Asyl erhalten.

Vielen Menschen in unserem Land ist ob der in den letzten Jahren sehr hohen Zahl an Asylsuchenden unwohl. Wir sind daher nicht bereit, bei den auftretenden Problemen und Missständen einfach wegzusehen. So hat die Mitte-Fraktion in dieser Session eine Reihe von Vorstössen eingereicht, die auf die Verbesserung des Vollzugs, aber auch auf die Bekämpfung von Missbrauch abzielen. Wir wollen, dass Wegweisungsverfügungen des SEM endlich in der ganzen Schweiz einheitlich und innert der gesetzlich vorgegebenen Ausreisefristen vollzogen werden. Wir verlangen mit einem Vorstoss, dass die Zusammenarbeit der nationalen, kantonalen und regionalen Behörden in Bezug auf den Umgang mit kriminellen Asylsuchenden verbessert wird. Bei der vorläufigen Aufnahme wollen wir mit einem Postulat eine Neukonzeptionierung des Status anschieben. Ausserdem sollen die Voraussetzungen für die vorläufige Aufnahme neu jährlich überprüft werden. Im Weiteren akzeptieren wir nicht, dass Asylbewerber in Davos Personen jüdischen Glaubens verbal attackieren. Deshalb wollen wir, dass Asylbewerber, welche die öffentliche Ordnung gefährden, rascher in ein besonderes Zentrum des Bundes gebracht und dann ausgeschafft werden können.

Wir wollen heute aber auch klarmachen, dass wir eine realistische Asylpolitik verfolgen möchten. Vermeintliche Lösungen, die unter Einhaltung der Genfer Flüchtlingskonvention nie umgesetzt werden können, unterstützen wir nicht. Dort, wo die Genfer Flüchtlingskonvention Spielraum bietet, sind wir bereit, diesen gemeinsam zu nutzen.

Meine Motion zum Schutzstatus S ist ein gutes Beispiel dafür, welches Signal wir nach aussen senden wollen. Wer tatsächlich Schutz braucht, soll diesen in der Schweiz finden. Was aber stört, sind die Missbräuche, die in Bezug auf den Schutzstatus S festzustellen sind. Und störend ist auch, dass der Bundesrat in der Stellungnahme zur Motion so tut, als wäre eigentlich alles in bester Ordnung, als würden heute schon für alle in der Motion aufgeworfenen Fragen genügende Rechtsgrundlagen bestehen usw. Ich habe mich im Kanton St. Gallen bei für den Vollzug verantwortlichen Personen erkundigt. Die Antwort lautet, dass meine Motion nach wie vor aktuell sei, die Situation angespannt bleibe und die Akzeptanz für den Schutzstatus S abnehme. Die Ukraine ist Opfer in einem brutalen Angriffskrieg. Es geht mir darum, den Goodwill der Schweizer Bevölkerung gegenüber schutzsuchenden Ukrainerinnen und Ukrainern zu stützen. Die Bekämpfung von Missbräuchen ist dafür das beste Instrument.

Zusammenfassend halte ich fest: Die Mitte-Fraktion steht für eine realistische Asylpolitik ein, in der die Menschen, Schutzbedürftige wie Einheimische, im Zentrum stehen.

Jans Beat, Bundesrat: Wir treffen uns heute einmal mehr zu einer ausserordentlichen Session. Es ist, seit ich dabei bin, die dritte ausserordentliche Session. Jedes Mal fand eine statt. Man kann sie vor diesem Hintergrund wahrscheinlich nicht mehr wirklich "ausserordentlich" nennen. Sie gibt mir aber jedes Mal die Möglichkeit, Ihre Fragen zu beantworten, die Asyldebatte zu führen, vielleicht auch Missverständnisse auszuräumen. Deshalb bin ich sehr gerne hier.

Bevor ich auf die vielen Vorstösse reagiere, möchte ich einleitend ein paar Dinge zu Ihnen sagen, die mir wichtig scheinen; dies auch, damit Sie die Informationen aktiv von mir bekommen, wie Sie dies – wie ich das heute in der Zeitung gelesen habe – auch gewünscht haben. Das mache ich wirklich gerne.

In dieser Session werden verschiedene Vorstösse debattiert, die offensichtlich mit völkerrechtlichen Verpflichtungen und mit unserer Bundesverfassung im Konflikt stehen. Am 13. Dezember des letzten Jahres habe ich als neugewählter Bundesrat hier in diesem Saal, genau da vorne, einen Eid auf die Bundesverfassung abgelegt. Ich habe gelobt, die Verfassung und die Gesetze zu beachten und die Pflichten meines Amtes gewissenhaft zu erfüllen, und genau das tue ich. Unsere Verfassung verpflichtet uns, Menschen vor Verfolgung und unmenschlicher Behandlung zu schützen. Sie schützt die Familie und die persönliche Freiheit, und sie verpflichtet uns zur Verhältnismässigkeit. Es gibt keinen Grund, diese schweizerischen Werte aufzugeben, auch und gerade dann nicht, wenn die Herausforderungen gross sind.

Das Volk und die Stände haben die Verfassung nicht nur für die Zeiten beschlossen, in denen alles rund läuft. Ja, wir leben in herausfordernden Zeiten. Weltweit sind so viele Menschen auf der Flucht wie noch nie zuvor. Europa erlebt wegen der Bombardierungen in der Ukraine die grösste Fluchtbewegung seit dem Zweiten Weltkrieg. In dieser Situation gilt es einen kühlen Kopf zu bewahren und gemeinsam mit den Kantonen und Gemeinden im Rahmen unserer Verfassung und unserer völkerrechtlichen Verpflichtungen Lösungen zu finden, die tatsächlich funktionieren. Das tun wir auch.

Verfassungswidrige Hauruckübungen hingegen sind unschweizerisch und bringen Chaos statt Lösungen. Schwarzmalerei und Angstmacherei nützen niemandem etwas. Die Kriegstreiber und Terroristen dieser Welt wollen doch genau, dass wir unsere Grundwerte über Bord werfen, dass sich Europa auseinanderdividiert. Und schon deshalb – schon deshalb! – ist es wichtig, standhaft zu bleiben.

Im Staatssekretariat für Migration, bei den kantonalen und kommunalen Behörden, bei Organisationen und Vereinen im ganzen Land leisten viele Menschen bemerkenswerte Arbeit. Sie machen nicht viel Aufhebens, sondern lösen die Probleme zielgerichtet und engagiert. Dafür möchte ich ihnen, dafür möchte ich der ganzen Schweizer Bevölkerung hier auch einen ganz grossen Dank aussprechen. Diese Arbeit zahlt sich aus. Wir sind gut unterwegs. Es gibt positive Entwicklungen. Wir sind in vielerlei Hinsicht besser aufgestellt als an-

dere europäische Länder, und gerade Deutschland holt im Moment vieles nach, was wir schon lange machen.

Wo also gibt es Erfolge? Seit der flächendeckenden Einführung des 24-Stunden-Verfahrens im Mai haben wir über 40 Prozent weniger Personen aus dem Maghreb in den Bundesasylzentren. Wir haben jetzt auch viel weniger Sicherheitsvorfälle und weniger belastete Unterbringungsstrukturen. Das ist eine enorme Entlastung für das ganze Asylsystem. Wir haben die Verfahren nochmals gestrafft und mehr Personal angestellt. Seit Anfang Jahr haben wir so einen Viertel der Pendenzen bei den Asylgesuchen abbauen können. Die Asylgesuche sind im August entgegen den Erwartungen gesunken. Die Wahrscheinlichkeit steigt, dass wir Ende Jahr 28 000 bis 29 000 Gesuche anstatt, wie befürchtet, 30 000 oder mehr haben. Das heisst auch, dass der Bund mit Unterstützung der Armee und einzelner Kantone, Städte und Gemeinden auch diesen Winter genügend eigene Betten haben sollte – wohlgekannt, das ist Stand heute.

Auch beim Schutzstatus S schauen wir genau, wer bei uns Anrecht auf Schutz hat. Wer eine Alternative hat, bekommt den Schutzstatus S nicht. Aber statt von 25 000 neuen Schutzsuchenden mit Status S gehen wir für dieses Jahr von 17 500 aus. Bei der Erwerbsquote der Ukrainerinnen und Ukrainer sind wir inzwischen bei 28 Prozent. Von denjenigen, die schon zwei Jahre hier sind, haben immerhin 35 Prozent einen Job. Das genügt nicht, das ist uns völlig klar, aber zusammen mit den Kantonen und der Wirtschaft machen wir auch hier wichtige Fortschritte.

Die Schweiz gehört beim Wegweisungsvollzug zu den erfolgreichsten Ländern Europas. Das haben wir den Leuten im SEM zu verdanken, die unermüdlich mit anderen Ländern verhandeln und für die Kantone und Gemeinden den Wegweisungsvollzug organisieren. Das SEM behandelt alle Rückschaffungen von schweren Straftätern nach Afghanistan, was sich aber schwierig gestaltet, weil es in Afghanistan noch keine Schweizer Vertretung gibt. Wir gehen gezielt gegen sogenannte Intensivtäter aus dem Asylbereich vor. Alle beteiligten Behörden arbeiten dafür enger zusammen. Die Reaktionen, die ich aus den Kantonen und den betroffenen Gemeinden erhalte, sind ermutigend.

Ebenfalls erfreulich ist, dass sich mit unseren Massnahmen die Situation rund um die Bundesasylzentren spürbar beruhigt hat: in Chiasso und Boudry, aber auch ganz generell. Ganz wichtig ist, dass wir auch bei der medizinischen und psychologischen Versorgung deutlich besser geworden sind. Aktuell erhalte ich aus den Bundesasylzentren die Rückmeldung, dass die Betreuung gut ist.

Das ist ein Überblick über die wichtigsten positiven Entwicklungen – und das alles haben wir unter Achtung der Staatsverträge, der Bundesverfassung und der einschlägigen Gesetze geschafft.

Das bringt mich nun zu den Vorstössen. Sie diskutieren darüber, Menschen an der Grenze zurückzuweisen. Sie sprechen von Internierung, Sie wollen Familien auseinanderreisen. Manche Ihrer Vorstösse verletzen die Bundesverfassung, andere das Völkerrecht. Ich habe gelernt, dass die Bundesverfassung und das Völkerrecht für alle Menschen in der Schweiz gleichermaßen gelten. Wir sollten in diesem Saal nach Lösungen suchen, die wir auf Basis unserer gesetzlichen Verpflichtungen tatsächlich auch umsetzen können.

Ich komme konkret zu den einzelnen Vorstössen. Zur Motion 24.3056 der SVP-Fraktion, "Asylsuchende, die ein sicheres Land durchqueren, sind keine Flüchtlinge": Schon heute tritt das SEM auf viele Asylgesuche nicht ein, zum Beispiel, wenn eine Person in einem Drittstaat um Schutz ersuchen kann. Das ist dann der Fall, wenn die Person in einen Drittstaat zurückkehren kann, in dem sie sich vorher aufgehalten hat, oder es ist bei Dublin-Fällen so. Voraussetzung ist, dass der Drittstaat erstens der Rückübernahme zustimmt und dass er zweitens ausreichenden Schutz vor Rückschiebung bietet. Das Rückschiebeverbot besagt: Niemand darf in einen Staat ausgeschafft werden, in dem ihm Folter oder eine andere Art grausamer und unmenschlicher Behandlung oder Bestrafung drohen. Das steht so in unserer Bundesverfassung.

Diese Motion will genau diese Voraussetzungen jetzt kippen. Der Vorstoss ist nicht umsetzbar. Glauben Sie tatsächlich, wir könnten Asylsuchende einfach in unsere Nachbarländer zurückschicken? Glauben Sie tatsächlich, Deutschland, Österreich oder Italien würden diese mit offenen Armen empfangen? Als Reaktion würden sie wohl alle durchgereisten Menschen in die Schweiz zurückschicken, und das sind noch viel mehr als umgekehrt. Nehmen wir Italien als Beispiel: Die italienische Regierung weigert sich schon jetzt, sogar diejenigen zurückzunehmen, die sie gemäss Dublin-Abkommen eigentlich zurücknehmen müsste. Und jetzt, nur weil Sie diesen Vorstoss annehmen, soll Italien plötzlich bereit sein, gleich auch noch alle anderen aufzunehmen, die durch das Land gereist sind? Nein, das ist realitätsfremd.

Und wie würden die Gerichte entscheiden, wenn sich betroffene Personen gegen entsprechende Verfassungsverstösse wehren würden? Ich bin kein Richter, aber die Chance ist gross, dass dieser Vorstoss nur schon deshalb toter Buchstabe bleiben würde.

Die Bekämpfung der illegalen Migration kann nur zusammen mit unseren Nachbarländern erfolgreich sein, und genau dieses Ziel verfolgt die EU mit dem Migrations- und Asylpaket, das ab 2026 in Kraft tritt. Die Vorschläge zu dessen nationaler Umsetzung hat der Bundesrat ja bereits in die Vernehmlassung geschickt. Der Bundesrat beantragt Ihnen also, die Motion 24.3056 abzulehnen.

Nun zur Motion 24.3057 der SVP-Fraktion, die den Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene einschränken will: Auch dieser Vorstoss kollidiert mit der Bundesverfassung. Er ist in seiner Forderung extrem und hätte kaum einen Effekt auf die Zuwanderung. Allen vorläufig aufgenommenen Personen ausnahmslos und absolut die Familienzusammenführung zu verweigern, wäre nicht mit dem Recht auf Achtung des Familienlebens vereinbar. Dieses Recht ist in Artikel 13 der Bundesverfassung verankert. Die Chancen sind gross, dass Verfügungen gemäss dieser Motion von den Gerichten ebenfalls gekehrt würden. Das Recht auf Achtung des Familienlebens haben sowohl das Bundesgericht als auch der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte immer wieder anerkannt und bestätigt.

Dieses Recht gilt aber schon heute nicht absolut: Vorläufig aufgenommene Personen müssen für den Familiennachzug Bedingungen erfüllen, die heute schon sehr streng ausgelegt werden. Dazu gehört eine gewisse Mindestaufenthaltsdauer in der Schweiz; auch darf keine Sozialhilfeabhängigkeit vorliegen. Zudem werden die Verwandtschaftsverhältnisse sowie die Identität der nachzuziehenden Personen systematisch überprüft. Zusätzlich braucht es eine Wohnung für die Leute, die kommen, und es wird auch eine Sicherheitsprüfung gemacht. Die Hürden sind hoch.

Die Zahl der bewilligten Gesuche ist entsprechend klein. In den letzten vier Jahren wurden jährlich nur rund hundert Bewilligungen erteilt. Es wurden viel mehr Gesuche abgelehnt. Diese tiefe Zahl zeigt klar, dass Sie mit diesem Vorstoss die Zuwanderung nicht spürbar beeinflussen würden, aber Sie würden Familien auseinanderreißen, und zwar von Menschen, die gut integriert sind, die arbeiten und ihr Geld selber verdienen. Der Bundesrat beantragt Ihnen die Ablehnung der Motion 24.3057.

Nun zur Motion der SVP-Fraktion, die Asylverfahren in Transitzonen durchführen will: Ihr Rat und der Ständerat haben bereits in der Sommersession 2023 das gleiche Anliegen beraten. Die Motionen Glarner und Chiesa wollten das Asylverfahren grundlegend ändern und an den Landesgrenzen Transitzonen mit Unterküften und den notwendigen Verfahrensstrukturen schaffen. Sie wurden damals deutlich abgelehnt. Seither ist die Zahl der Asylsuchenden leicht zurückgegangen. Es gibt also keinen Grund, diese kaum umsetzbare und sehr kostspielige Hauruckübung in Angriff zu nehmen.

Die Festhaltung in einer Transitzone während des gesamten Asyl- und Wegweisungsverfahrens wäre auch ein unverhältnismässiger Eingriff in die persönliche Freiheit. Sie käme einer Inhaftierung bzw. einer Internierung gleich, und wir sprechen da von Personen, die kein Verbrechen begangen haben. Diese Forderung ist daher weder mit der Bundesver-

fassung noch mit den völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz vereinbar.

Dann kommen die praktischen Probleme bei der Umsetzung natürlich noch dazu: Die Grenzen dieser Zonen zum Inland müssten mit grossem Aufwand gesichert werden. Die Schweiz müsste lückenlose Binnengrenzkontrollen einführen. Belastet würden vor allem wenige Grenzkantone. Ich kann Ihnen sagen, mir ist bis heute kein Grenzkanton bekannt, der bereit wäre, Tausende von Asylsuchenden zusätzlich aufzunehmen und seine Grenzen zum Ausland dichtzumachen. Schliesslich würde der Bau von neuen Unterbringungsstrukturen an den Grenzen zu sehr hohen Mehrkosten führen. Wir haben ja die Asylzentren jetzt gebaut; warum sollten wir gleich wieder neue bauen? Wir sprechen hier von Hunderten von Millionen Franken.

Sie werden nun sagen: Die EU plant ja das Gleiche an der EU-Aussengrenze, und Deutschland plant auch Haftanstalten an der Grenze; warum sollen wir jetzt nicht das Gleiche tun? Es ist aber nicht das Gleiche. Im Migrations- und Asylpaket der EU ist vorgesehen, dass Personen während eines beschleunigten Verfahrens an den Schengen-Aussengrenzen in Zentren untergebracht sind. Sie wären jederzeit frei, diese Richtung Drittstaat zu verlassen. Wir führen bereits heute ähnliche Verfahren an den Schweizer Flughäfen durch, aber eben an der Aussengrenze, wo es strenge Kontrollen gibt. An unseren Landesgrenzen zu den Nachbarstaaten gibt es keine derartigen lückenlosen Kontrollen. Diese gab es übrigens auch vor Schengen nie.

Zu den Ankündigungen in Deutschland: Auch das wird immer wieder durcheinandergebracht. Ein zentraler Vollzug von Dublin-Fällen, wie Deutschland ihn jetzt plant, ist für uns nichts Neues, das machen wir schon. Unsere Dublin-Vollzüge erfolgen in der Regel bereits heute zentralisiert ab den Bundesasylzentren.

Der Bundesrat beantragt Ihnen deshalb, auch diese Motion 24.3058 abzulehnen.

Ich komme zur vierten Motion der SVP-Fraktion: Es geht um den Datenaustausch bei illegal Anwesenden. Die Motion geht von der falschen Vorstellung aus, dass illegale Zuwanderung so gebremst werden kann. Das trifft nicht zu. Die Umsetzung der Motion würde dazu führen, dass mehr Menschen darauf verzichteten, sich bei den Sozialversicherungen anzumelden. Einige Menschen würden darauf verzichten, sich oder ihre Kinder medizinisch versorgen zu lassen, was ein Problem für die öffentliche Gesundheit wäre, und manche Menschen würden ihre Kinder nicht mehr in die Schule schicken. Die Folge wäre, dass viele Menschen noch weniger auf dem Radar der Behörden wären. Der automatische Datenaustausch würde auch dazu führen, dass die Kantone zumindest vorübergehend Kosten für Menschen übernehmen müssten, die sich bisher selber finanziert haben. Ein grosser Teil der Sans-Papiers geht seit vielen Jahren einer Arbeit, einer Schwarzarbeit, nach. Sie finanzieren sich eben selber. Der Kampf gegen die Schwarzarbeit muss auch die Arbeitgebenden in die Pflicht nehmen.

Der Nationalrat hat am 16. März 2023 eine ähnliche Motion abgelehnt. Der Bundesrat beantragt Ihnen, auch die vorliegende Motion abzulehnen.

Quant à la motion de Quattro, "La Suisse a besoin d'une task force 'Asile'", le Conseil fédéral salue cette exigence, mais il la rejette pour la seule raison qu'elle est déjà réalisée. J'ai été confronté à la demande de constitution d'une task force quelques semaines seulement après mon entrée en fonction. Je me suis immédiatement engagé à la mettre en œuvre. Elle est en cours d'élaboration, sous le nom de "stratégie globale en matière d'asile". Elle prend en compte les demandes des cantons. En outre, l'ancienne cheffe du DFJP, Karin Keller-Sutter, a mis en place l'Etat-major spécial Asile (Sonas) en mars 2022. Le Sonas coordonne les questions opérationnelles dans le domaine de l'asile, à tous les niveaux, sous la direction du SEM. Le Sonas continue à se réunir régulièrement. De plus, nous avons encore renforcé la coopération constructive et instauré un échange institutionnel entre les trois niveaux politiques. Les questions politiques et stratégiques relevant du domaine de l'asile sont traitées par un nouveau comité sur l'asile, qui réunit des représentants de la

Confédération, des cantons, des villes et des communes. Le comité sur l'asile est actuellement chargé d'élaborer la nouvelle stratégie globale en matière d'asile que j'ai mentionnée. Comme vous pouvez le constater, toutes les structures nécessaires sont en place pour relever ensemble les défis dans le domaine de l'asile. L'objectif auquel tend cette motion est dès lors déjà réalisé. C'est pourquoi le Conseil fédéral vous demande de la rejeter.

Passons maintenant à la première des trois motions relatives au statut S, la motion Tschopp qui vise à instaurer un nouveau statut de séjour. L'intégration professionnelle des personnes au bénéfice du statut S a été encouragée de manière ciblée dès son activation. Les mesures déjà prises sont constamment évaluées et complétées. Le Conseil fédéral estime que les travaux en cours répondent déjà pleinement à la demande de l'auteur de la motion. Pour ces raisons, il propose le rejet de cette motion.

Das Anliegen der Motion Gredig deckt sich in vielen Punkten mit dem Anliegen der Motion Tschopp. Daher möchte ich nur noch auf einen Punkt eingehen, nämlich auf die Frage, warum wir nicht Drittstaaten-, also Arbeitsmarktkontingente für erwerbstätige Personen mit Schutzstatus S einführen. Das Asylgesetz sieht eine grundsätzliche Trennung zwischen asyl- und ausländerrechtlichen Verfahren vor. Ausserdem ist eine Zulassung im Rahmen der Drittstaatenkontingente rechtlich nicht ohne Weiteres möglich. Die hohen Voraussetzungen für die Zulassung zum Arbeitsmarkt müssen immer erfüllt sein. Daher beantragt Ihnen der Bundesrat, die Motion Gredig abzulehnen.

Zur Motion Paganini 24.3035, "Für die Akzeptanz des Schutzstatus S braucht es Anpassungen": Der Bundesrat ist der Ansicht, dass den Anliegen des Motionärs bereits Rechnung getragen wird. Es gibt nachvollziehbare Gründe, warum jemand auf den Schutzstatus S verzichtet und diesen später erneut beantragt. Das kann zum Beispiel der Fall sein, wenn eine Person nach der Rückkehr in die Ukraine feststellt, dass sich die Sicherheitslage aufgrund der Verschiebung des Kriegsverlaufes wieder verschlechtert hat. Dies stellt aus Sicht des Bundesrates kein missbräuchliches Verhalten dar. In solchen Fällen muss es möglich sein, den Schutzstatus S erneut zu beantragen. Selbstverständlich wird die Rückkehrhilfe nur einmal ausbezahlt.

Personen, die bereits in einem EU- oder EFTA-Staat einen Schutztitel oder ein Aufenthaltsrecht haben, erhalten in der Schweiz keinen Schutzstatus. Der Missbrauch des Schutzstatus wird konsequent bekämpft. Die vertieften Abklärungen des SEM spiegeln sich auch in der Schutzgewährungsquote wider; diese sank von Januar bis Juli 2024 auf rund 89 Prozent. Da die Anliegen des Motionärs bereits erfüllt sind, empfiehlt Ihnen der Bundesrat, auch die Motion Paganini 24.3035 abzulehnen.

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und die Geduld.

Tuena Mauro (V, ZH): Herr Asylminister, die vereinte Linke suggeriert, dass Flüchtlinge, die in unser Land kommen, uns bereichern. Ich habe mir die letzten Tage die Mühe gemacht, die Polizeimeldungen der Stadtpolizei Zürich anzuschauen: Ein 23-jähriger Eritreer wurde festgenommen, ein 41-jähriger Marokkaner wurde festgenommen, ein 22-jähriger Afghane wurde festgenommen, ein 24-jähriger Tunesier und ein 33-jähriger Algerier wurden festgenommen, ein 28-jähriger Algerier (*Zwischenruf Vizepräsidentin: Herr Tuena, eine kurze Frage und eine kurze Antwort!*) und zwei Marokkaner im Alter von 15 und 16 Jahren. Wie wollen Sie die Bevölkerung in Zukunft vor solchen Extremen schützen?

Jans Beat, Bundesrat: Besten Dank für diese Frage, Herr Tuena. Die Sicherheit ist eine Verbundaufgabe. Dabei kommen in erster Linie die Polizeibehörden der Kantone und der Gemeinden zum Zug; wir unterstützen sie nach bestem Wissen und Gewissen bei der Bekämpfung der Kriminalität.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Bundesrat, ich nehme an, der Bundesrat geht mit mir einig: Wenn alle Mitgliedsstaaten die Schengen/Dublin-Regulierungen korrekt umset-

zen würden, wäre Europa für Wirtschaftsflüchtlinge nicht so attraktiv.

Nun meine Frage: Sie haben gesagt, Deutschland nehme sicher keine Transitpersonen zurück. Deutschland kontrolliert diese ja auf Schweizer Staatsboden und lässt sie gar nicht erst hinein. Warum ist es der Schweiz nicht möglich, dasselbe in Italien zu tun? Sprich, dort kommen ja alle ohne irgendein Schengen-Visum und ohne irgendwo ein Asylgesuch gestellt zu haben. Warum wehren wir diese nicht schon auf der italienischen Seite ab und machen ein gleiches Abkommen mit Italien, wie wir es mit Deutschland haben? Jetzt bleiben wir durch all diese Pushbacks, die Deutschland macht, auf diesen Menschen sitzen.

Jans Beat, Bundesrat: Vielen Dank für diese gute Frage, Herr Portmann. Es ist wirklich schön: Diese ausserordentliche Session gibt mir die Möglichkeit, genau solche Dinge zu klären. Und ich darf Ihnen sagen: Sie liegen falsch. Genau das tun wir mit Italien, genau das. Wir haben sogar ein bilaterales Abkommen, dass wir Menschen, die illegal eine Grenze übertreten haben – wir machen ja Grenzkontrollen, wir kontrollieren nicht jeden, sondern stichprobenartig –, nach Italien zurückschicken. Das machen wir. Es sind etwa 500 bis 600 Menschen pro Jahr, und Italien akzeptiert das. Was nicht akzeptiert wird, sind die Dublin-Rückführungen. Das ist eine andere Geschichte, das müssen wir mit dem Gemeinsamen Europäischen Asylsystem wieder hinkriegen. Aber ich kann Ihnen das gerne noch im Detail erklären.

Schilliger Peter (RL, LU): Herr Bundesrat, die zweite Motion nimmt ja die Thematik des Familiennachzugs für vorläufig aufgenommene Flüchtlinge auf. Müsste man in diesem Zusammenhang den Begriff "Flüchtling" nicht neu definieren und einerseits von echten Flüchtlingen aus Kriegsgebieten sprechen, andererseits von Flüchtlingen, die aus Wirtschaftsgründen in die Schweiz kommen?

Jans Beat, Bundesrat: Wir sind hier beim Flüchtlingsbegriff eigentlich insofern klar, als Menschen, die aus wirtschaftlichen Gründen hierherkommen, nicht darunterfallen. Ich sehe hier keinen Handlungsbedarf. Aber wenn Sie konkrete Anträge zur Änderung des Asylgesetzes bzw. des Ausländer- und Integrationsgesetzes stellen, schauen wir diese gerne an.

Glarner Andreas (V, AG): Geschätzter Herr Bundesrat, Sie haben in Ihrem Votum erwähnt, Ihnen sei kein Kanton bekannt, der solche Transitzonen wolle. Mit welchen Kantonen haben Sie konkret darüber gesprochen?

Jans Beat, Bundesrat: Geschätzter Herr Glarner, wie ich gesagt habe, haben wir ständige Arbeitsgruppen mit dem Sonderstab Asyl usw. Ich bin ständig in Kontakt mit den Kantonen. Wenn irgendein Kanton ein solches Zentrum wünschte, hätte man mir das sicher gesagt.

Pahud Yvan (V, VD): Monsieur le conseiller fédéral, lors des débats, il a été dit que les migrants qui traversent la Méditerranée proviennent de pays en guerre. Pouvez-vous indiquer de quels pays en guerre proviennent ces requérants et la proportion, parmi eux, d'hommes célibataires?

Jans Beat, Bundesrat: Herr Pahud, ich muss Sie bitten, die Frage nochmals zu wiederholen.

Pahud Yvan (V, VD): Lors des débats, il a été dit que les migrants traversant la Méditerranée proviennent de pays en guerre. De quels pays en guerre proviennent ces requérants d'asile et quelle est la proportion d'hommes célibataires parmi eux?

Jans Beat, Bundesrat: Es gibt natürlich Bürgerkriegsländer wie Südsudan oder Eritrea und andere Länder; diese sind betroffen.

Gysi Barbara (S, SG): Besten Dank, Herr Bundesrat. Stimmt mein Eindruck, dass die Massnahmen in Deutschland teil-

weise sehr stark an unsere beschleunigten Verfahren – eine Folge der Neustrukturierung des Asylverfahrens – erinnern?

Jans Beat, Bundesrat: Ja, das ist richtig. Deutschland holt vieles nach, was wir schon gemacht haben. Wir sind deshalb auch in sehr engem Austausch und unterstützen uns gegenseitig. Wir bieten anderen Ländern hier Unterstützung an. Ich bin überzeugt, es gibt noch andere Bereiche, in denen wir dank Zusammenarbeit weiterkommen können – zum Beispiel, um das Dublin-Verfahren mit Italien wieder zu etablieren.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Herr Bundesrat, wir haben fast täglich schwere Straftaten zu verzeichnen: Messerstechereien, Gewalt gegen Frauen, Vergewaltigungen, schwere Körperverletzung. Ist Ihre Asylpolitik damit nicht gescheitert? Wäre es jetzt nicht einmal Zeit für griffige Massnahmen?

Jans Beat, Bundesrat: Geschätzter Herr Egger, es ist nicht meine Asylpolitik, es ist diejenige, die das Parlament verabschiedet und in gewissen Abstimmungen auch die Bevölkerung unterstützt hat. In diesem Sinne setze ich um, was die Bundesverfassung und das Gesetz an Anforderungen stellen. Ich glaube, wir haben auch sehr vieles gut und richtig gemacht. Wie ich gesagt habe: Es gilt auch, die Menschenrechte zu wahren und unserer Verpflichtung nachzukommen, Menschen, die Schutz brauchen, aufzunehmen.

Schmid Pascal (V, TG): Herr Bundesrat, Sie haben vermeldet und jetzt vorhin auch gesagt, es habe 40 Prozent weniger Nordafrikaner aus Maghrebstaaten in den Bundesasylzentren – also in den Bundesasylzentren. Aber die Anzahl Gesuche ist ja sogar leicht gestiegen. Ich frage mich, wo die denn alle sind. Können Sie das überhaupt sagen, haben Sie da die Kontrolle?

Jans Beat, Bundesrat: Es ist richtig, dass Menschen während des Verfahrens oder dann, wenn sie einen negativen Entscheid bekommen, abtauchen. Das Problem ist, dass wir bei diesen Menschen nicht genau sagen können, wo sie hingehen – auch Sie nicht! Wir haben Hinweise, dass einige von ihnen, aber wahrscheinlich nicht alle, das Land verlassen. Trotzdem machen wir in diesem Bereich das Richtige, indem wir die Verfahren und die Rückführungen beschleunigen. Das ist die wichtigste Massnahme und das bringt uns die höchste Erfolgsquote, wenn es darum geht, illegale Einwanderung zu unterbinden.

Dettling Marcel (V, SZ): Herr Bundesrat, Sie haben anfangs, bei der Beantwortung der Fragen in der Debatte, gesagt, wir seien gut unterwegs im Asylsystem.

Asylanten begehen elfmal mehr Vergewaltigungen als Schweizer, Asylanten begehen siebzehnmals häufiger schwere Körperverletzungen mit Messern. Die Zunahme zwischen 2022 und 2023 beträgt bei den Fahrzeugeinbrüchen 48 Prozent und bei den Autodiebstählen 26 Prozent. Wollen Sie Ihre Aussage nicht korrigieren?

Jans Beat, Bundesrat: Herr Dettling, diese Frage haben wir in der letzten ausserordentlichen Session sehr intensiv diskutiert. Ich habe Ihnen damals schon gesagt, dass 7 Prozent aller Straftaten, die in der Schweiz begangen werden, von Asylsuchenden begangen werden. Das sind Straftaten, und ich kann sagen, für mich ist das immer noch zu viel – für alle ist das zu viel –, aber es sind 7 Prozent, nicht mehr. Und das sind Straftaten. Wir wissen, dass es gerade auch im Bereich Asyl Wiederholungstäter gibt, und zwar sehr viele. Daraus können wir schliessen, dass die wirklich ganz, ganz grosse Mehrheit der Asylsuchenden in diesem Land keine Verbrechen begeht. Deshalb können Sie über die Asylpolitik die Sicherheit der Bevölkerung nicht verbessern. Sie müssen es über Sicherheitspolitik machen, über eine verbesserte Zusammenarbeit mit Kantonen und Gemeinden, über runde Tische, die wir in den Bundesasylzentren etabliert haben, wo es genau um die Frage geht – Herr Dettling, ich weiss nicht, ob Sie zuhören, aber es wäre noch gut, Sie haben ja die Fra-

ge gestellt -: Wie können wir die Sicherheit in und um Asylzentren verbessern? Das ist der Weg.

Aeschi Thomas (V, ZG): Ein junger afghanischer Mann durchquert auf seinem Weg in die Schweiz die Türkei, Bulgarien, Rumänien, Ungarn, Österreich und andere sichere Drittstaaten. Weshalb wollen Sie diesen Mann ausgerechnet in die Schweiz einreisen und hier ein Asylgesuch stellen lassen, wenn er doch in Österreich oder in Italien in einem sicheren Land und nicht an Leib und Leben bedroht ist?

Jans Beat, Bundesrat: Herr Aeschi, ich glaube, ich habe das in meiner Einleitung sehr ausführlich dargelegt. Wir tun das, weil wir Asylsuchende nicht Staaten übergeben können, die sie nicht nehmen wollen. Auch wenn wir sie an der Grenze aufgreifen, sind sie bereits hier, und auch dann müssten wir sie irgendwie einem anderen Staat übergeben. Aber wenn der das nicht will, dann geht es nicht.

Marti Min Li (S, ZH): Besten Dank, Herr Bundesrat. Sie haben in Ihren Ausführungen davon gesprochen, dass Sie Pendenzen reduzieren könnten. Können Sie uns erläutern, wie es überhaupt zu dieser Anhäufung von Pendenzen gekommen ist?

Jans Beat, Bundesrat: Ja, es gab eine enorme Steigerung der Asylzahlen: Bis 2022 hatten wir 12 000 Pendenzen. Das hat auch damit zu tun, dass wegen des Ukraine-Kriegs die Asylstrukturen enorm stark zusätzlich belastet wurden. Wir hatten Ende 2022 12 000 Pendenzen, dann kamen bis Ende 2023 nochmals etwa 4 000 dazu, so waren wir bei etwa 16 000, und seit diesem Jahr sind wir wieder auf dem Stand von 2022.

Wir sind laufend daran, diese Pendenzen weiter abzubauen. Im Moment können wir etwa tausend Pendenzen in ein, zwei Monaten abarbeiten, sodass wir eigentlich davon ausgehen, dass wir bis 2026 die Pendenzen abgebaut haben werden und es dann eine Art Turnaround geben wird, der normal ist; es braucht eine gewisse Zeit.

Das scheint mir eine ganz, ganz wichtige Massnahme zu sein. Ich persönlich bin überzeugt, dass es richtig ist, dass diese Entscheide schnell gefällt werden. Das ist für alle besser, namentlich auch für die Gemeinden und für die Kantone.

Imark Christian (V, SO): Herr Bundesrat, Sie sprechen sich ja immer gegen systematische Grenzkontrollen aus. Deutschland hat das jetzt aber eingeführt. Der Präsident der Bundespolizei, Dieter Romann, feiert diese Grenzkontrollen bereits nach sieben Tagen als grossen Erfolg. Man habe 898 unerlaubte Einreisen festgestellt und davon 540 Zurückweisungen getätigt, 114 Haftbefehle vollstreckt, und auch an der Westgrenze wurden 100 unerlaubte Einreiseversuche unterbunden. Warum sind systematische Grenzkontrollen also kein Mittel, um die Schweizer Bevölkerung zu schützen?

Jans Beat, Bundesrat: Vielen Dank auch für diese Frage, Herr Imark. Es ist wirklich wichtig, dass wir das verstehen. Es gibt einen Unterschied zwischen Deutschland und der Schweiz: Wir sind nicht in der Zollunion. Deshalb kontrollieren wir seit Jahr und Tag Waren und Pässe an den Grenzen. Deutschland machte das nicht. Was sie jetzt dort im Rahmen des Schengen-Abkommens machen, ist ausserordentliche Personengrenzkontrollen einführen. Damit kommen sie vermutlich auf eine Kontrolldichte, die mit derjenigen in der Schweiz vergleichbar ist, vielleicht ist sie auch zeitweise noch etwas höher.

Ich persönlich habe beantragt, dass wir die Kontrolldichte ebenfalls erhöhen. Wir haben das während der Grossanlässe in Frankreich und Deutschland gemacht. Wir haben evaluiert, welche Effekte das auf die illegale und die irreguläre Einreise in die Schweiz hat. Wir sind zum Schluss gekommen: Diese Erhöhung der Kontrolldichte hatte darauf keinen Einfluss.

Tschopp Jean (S, VD): Monsieur le conseiller fédéral, ma question porte sur les contrôles généralisés aux frontières, réclamés par certains conseillers nationaux. Quels seraient

les effets concrets induits par des contrôles systématiques aux frontières de la Suisse?

Jans Beat, Bundesrat: Herr Tschopp, ich kenne kein Land in Europa, das seine Grenzen vollständig dichtgemacht hat, d. h., dass jede Person kontrolliert wird. Deshalb ist es relativ schwierig, zu sagen, welche Auswirkungen dies haben würde. Wir müssen aber davon ausgehen, dass der grenzüberschreitende Verkehr massiv behindert würde, dass es grosse Staus geben würde und dass der Personalaufwand, der dafür betrieben werden müsste, enorm wäre. Sie dürfen nicht vergessen, es gibt ja nicht nur an den Autobahnen Grenzübergänge. Es gibt unzählige Grenzübertritte in der Schweiz. Die müssten Sie alle dichtmachen.

Docourt Martine (S, NE): Monsieur le conseiller fédéral, on a discuté aujourd'hui de plusieurs propositions, dont certaines sont parfois contraires à la Constitution et au droit international. En cas d'acceptation par le Parlement de ces propositions, quelle serait l'image de la Suisse?

Jans Beat, Bundesrat: Ja, ein sehr negatives Bild. Ich versuche es nochmals zu erklären. Ich bin persönlich davon überzeugt, dass die Antwort auf die irreguläre Binnenmigration das Gemeinsame Europäische Asylsystem ist, die europäische Asyl- und Migrationsstrategie. Es ist nicht sicher, ob sie funktionieren wird, aber das ist der Weg, den wir gehen müssen.

Wenn wir uns jetzt quasi davon verabschieden und als einziges Land diesen Weg nicht mitgehen, laden wir uns enorme zusätzliche Probleme auf, weil wir dann zu einem Land mit einer EU-Aussengrenze werden. Und dann stehen wir quasi in Konkurrenz zu den anderen Ländern der EU. Ich glaube nicht, dass das den Druck in irgendeiner Weise verringern würde, sondern er würde grösser werden, da die anderen Länder unsere Dublin-Fälle nicht mehr zurücknehmen würden. Seit es das Dublin-Verfahren gibt, kann die Schweiz mit diesem Verfahren viel mehr Menschen zurück in andere Länder schicken, als sie zusätzlich aufnehmen muss.

Schläfli Nina (S, TG): Herr Bundesrat, mindestens zwei dieser Vorstösse kollidieren mit dem Dublin-System. Sie haben gerade ein bisschen etwas dazu gesagt. Was bringt uns Dublin, bzw. was würde passieren, wenn wir aus dem Dublin-System austreten müssten?

Jans Beat, Bundesrat: Es tut mir leid, jetzt habe ich die Frage gleich vorweggenommen.

Wie gesagt, unsere Grenzen würden zu Aussengrenzen. Wir hätten, wenn der Schengen-Informationsaustausch nicht mehr gewährleistet wäre, auch kein wirksames Instrument für die Kriminalitätsbekämpfung. Dieser Informationsaustausch ist übrigens auch für die Schlepperbekämpfung unglaublich wichtig. Ohne Schengen hätten wir ein riesiges Defizit in Sachen Information zur Kriminalitätsbekämpfung. Das wäre sicher von grossem Nachteil für die Schweiz.

Graber Michael (V, VS): Herr Bundesrat, Sie tun jetzt so, als gäbe es kein Asylchaos, weil die Asylgesuche rückläufig seien. Ist es in Tat und Wahrheit nicht so, dass die Asylgesuche darum rückläufig sind, weil in Italien Premierministerin Meloni die Mittelmeerroute dichtgemacht hat, und nicht wegen Ihrer 24-Stunden-Verfahren, welche in Tat und Wahrheit 17 Tage dauern?

Jans Beat, Bundesrat: Es ist absolut richtig, was Sie sagen, nämlich dass die internationalen Migrationsströme entscheidend sind für die Frage, wie viele Menschen wo anlanden. Die Anlandungen in Italien sind tatsächlich zurückgegangen, auch die südliche Balkanroute wird weniger stark begangen als auch schon. Allerdings – das stellen wir immer wieder fest, wenn wir diese Migrationsströme beobachten – kann diese Entwicklung auch dazu führen, dass die Menschen andere Wege suchen, und so ist es auch jetzt. Unter dem Strich ist die Zahl der Asylgesuche in Europa allerdings tiefer; auch

in Deutschland sind die Erstaufnahmezentren aktuell nur etwa bis zur Hälfte gefüllt.

Zybach Ursula (S, BE): Herr Bundesrat, wir haben jetzt einige Male von Deutschland gehört. Mich würde Folgendes wundern: Was würde passieren, wenn Deutschland die Grenzen schliessen und keine Menschen mehr aufnehmen würde?

Jans Beat, Bundesrat: Wenn Deutschland die Grenzen schliessen würde, dann könnten wir ehrlich gesagt wahrscheinlich auch keine Grenzgänger mehr hereinlassen und hinauslassen. Die Schweizer Wirtschaft würde enorm darunter leiden, davon bin ich überzeugt. Und auch der Migrationsdruck auf die Schweiz würde natürlich massiv wachsen.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Bundesrat, Sie haben ausgeführt, dass man mit etwa 28 000 bis 29 000 Asylgesuchen rechnet und dass der Bund genügend Betten in den Zentren hat. Sie haben auch die Arbeit von vielen Menschen gelobt. Haben Sie auch genügend Fachpersonal, um die traumatisierten Menschen betreuen zu können?

Jans Beat, Bundesrat: Vielen Dank auch für diese Frage. Ich habe in den letzten Wochen wirklich viele Zentren besucht. Etwas vom Erfreulichsten war für mich, festzustellen, dass es das SEM wirklich geschafft hat, die Betreuungssituation sowohl medizinisch als auch psychologisch in den Griff zu bekommen. Die Rückmeldung der Fachleute dort war: Wir können jetzt die nötige Betreuung leisten. Auch das ist etwas enorm Wichtiges, auch im Hinblick auf die Sicherheit der Menschen.

Klopfenstein Broggin Delphine (G, GE): Monsieur le conseiller fédéral, les groupes UDC et libéral-radical veulent des contrôles systématiques aux frontières. Par exemple, à Genève, où 300 000 véhicules traversent tous les jours la frontière franco-genevoise. Pouvez-vous confirmer que l'Allemagne, souvent prise en exemple, ne procède pas à ces contrôles systématiques?

Jans Beat, Bundesrat: Ja, danke, das ist wirklich sehr, sehr wichtig. Nochmals: Sie machen auch nur stichprobenweise Kontrollen. In Basel, wo sie ein Augenmerk auf diese Kontrollen gelegt haben, wird der grenzüberschreitende Verkehr, man darf es so sagen, nach anfänglichen Schwierigkeiten im Alltag nicht wesentlich behindert. Man muss allerdings daran denken, die ID mitzunehmen, wenn man nach Deutschland geht, um einzukaufen.

Gysin Greta (G, TI): Herr Bundesrat, Sie haben dargelegt, dass sich die Sicherheit in Chiasso und Boudry verbessert habe. Können Sie das noch ein wenig ausführen?

Jans Beat, Bundesrat: Das ist wirklich sehr wichtig. Diese runden Tische – ich weiss, das ist eine Massnahme, bei der fast niemand etwas darunter versteht –, die führen genau dazu, dass der Austausch zwischen den Polizeibehörden und den SEM-Mitarbeitenden intensiviert wird. Die SEM-Mitarbeitenden kennen die Leute, die im Asylzentrum sind, und die Polizisten kennen sie zum Teil nicht. Ich stelle aber fest, dass es Wiederholungstäter gibt, dass es Leute gibt, die grosse Probleme machen. An diesen runden Tischen werden für ganz konkrete Probleme Lösungen gefunden. Und wie ich gesagt habe, der wichtigste Hinweis, den wir haben, weil die Kantone uns da die Statistiken zum Teil nicht so leicht geben können, ist, dass wir in den Zentren deutlich weniger Problemfälle haben. Auch in der Gemeinde Boudry zum Beispiel – der Bürgermeister hat mir das persönlich gesagt – hat sich die Kleinkriminalität etwas beruhigt. Sie ist immer noch ein Problem, sie ist nicht einfach weg. Aber es beruhigt die Gemeinde sehr.

Rosenwasser Anna (S, ZH): Herr Bundesrat, wichtig für Asylsuchende sind neben der Integration die medizinische

und psychologische Betreuung. Wie sieht es in diesen Bereichen aus?

Jans Beat, Bundesrat: Im Moment, wie ich vorhin schon gesagt habe, können wir sagen, dass die Asylsuchenden, die zum Teil eine sehr schwierige Vergangenheit haben, sowohl wenn sie krank ankommen als auch wenn sie traumatisiert ankommen, genügend Betreuung haben und sich die Situation der Betroffenen deutlich verbessert.

Sollberger Sandra (V, BL): Herr Bundesrat, Sie haben in Ihrem Votum das Wort "realitätsfremd" benutzt. Sie haben auch erwähnt, dass die Asylsuchenden aus Ländern kommen, wo grausame Zustände herrschen. Jetzt frage ich mich: Wieso gehen dann diese Asylsuchenden zurück in ihr Land, um Ferien zu machen, um sich zu erholen? Das tut man ja in den Ferien; scheinbar ist das Leben in der Schweiz zu hart. Wie definieren Sie da "realitätsfremd" genau?

Jans Beat, Bundesrat: Grundsätzlich können Menschen, die hier als Flüchtlinge oder als vorläufig Aufgenommene Schutz bekommen, nicht Ferien in ihren Herkunftsländern machen. Sie müssen ein Gesuch stellen, und auch dieses wird sehr, sehr streng beurteilt. Es wird nur in Ausnahmesituationen bewilligt, wenn es zum Beispiel darum geht, eine sterbende Mutter zu begleiten oder so etwas.

Knutti Thomas (V, BE): Herr Bundesrat, im letzten Jahr mussten in der Schweiz aufgrund der Asylzuflüsse 528 neue Schulklassen eröffnet werden. Ich werde immer wieder mit der Aussage von Lehrpersonen konfrontiert, sie könnten es fast nicht mehr bewältigen, diese Kinder in der Schule zu unterrichten. Ich werde immer wieder gefragt, was die Politik dagegen mache. Ich möchte Sie fragen: Was ist Ihre Antwort darauf?

Jans Beat, Bundesrat: Bildung ist natürlich auch Sache der Kantone. Wir hören aber auch, dass gerade im Zusammenhang mit dem Schutzstatus S zusätzliche Probleme entstanden sind und dass viele Gemeinden mit ihren Bildungsstrukturen wirklich am Anschlag sind. Ich habe es vorhin gesagt: Wir hatten, auch aufgrund Ihrer Einwürfe, den Eindruck, dass wir auch in Bezug auf die Ukraine genauer hinschauen müssen, wen wir aufnehmen, und das tun wir. Wir haben die Ablehnungsquote bei Schutzsuchenden erhöht: Sie lag zu Beginn bei etwa 2 Prozent, jetzt liegt sie bei etwa 11 Prozent. Menschen, die in einem anderen Staat untergebracht werden können, die falsche Dokumente vorweisen oder die Doppelbürger sind, nehmen wir nicht mehr auf.

Rüegger Monika (V, OW): Herr Bundesrat, wenn man aus einem Zweitwelt- oder Drittweltland in die Schweiz einreisen möchte, braucht es in der Regel ein Visum. Oder man kommt über die Asylschiene, erhält einen negativen Entscheid und bleibt illegal im Land. Nach welcher Rechtsordnung genau dulden Sie Tausende von Illegalen in der Schweiz und unternehmen nichts, damit diese Leute zurückgehen müssen?

Jans Beat, Bundesrat: Ich habe es in meinem Eingangsvotum erwähnt: Das ist zu einem ganz wesentlichen Teil eine Sache der Kantone, diese Probleme anzugehen und zu lösen. Wir tun unsere Pflicht und versuchen, sie dabei zu unterstützen.

Stettler Thomas (V, JU): Herr Bundesrat, ein kurzer Blick in Wikipedia: Die Bevölkerung Afrikas betrug 100 Millionen Menschen im Jahr 1900, 1950 waren es 600 Millionen und 2022 waren es 1,4 Milliarden Menschen. Prognosen sind Spekulationen, aber sind Sie nicht der Meinung, dass unsere Politik der offenen Arme durch diese Tatsache überfordert wird?

Jans Beat, Bundesrat: Es ist, wie ich gesagt habe, für alle Länder eine riesige Herausforderung, dass die Flüchtlingsströme heute grösser sind denn je. 70 Prozent aller Geflüch-

teten begeben sich in ein Nachbarland. Wir dürfen froh sein, dass wir kein Kriegsland in unserer unmittelbaren Nachbarschaft haben. 40 Prozent der Geflüchteten sind Kinder, und die kommen auch oft nach Europa. Die Schweiz gibt ihr Bestes, ich habe es gesagt, um die Probleme, die daraus entstehen, zu lösen. Es stimmt nicht, was vorhin mehrfach gesagt wurde, dass wir besonders attraktiv wären. Wir sind mit unseren Flüchtlingszahlen pro Kopf etwa im europäischen Durchschnitt. Wir lösen bei Weitem nicht alle Probleme dieser Welt, aber zeigen uns solidarisch, wenn die Konflikte weltweit zunehmen.

Roth David (S, LU): Herr Bundesrat, in meinem Kanton Luzern gibt es keine Aussengrenzen, wir sind so etwas wie die Schweiz in der Schweiz. Wieso soll der Kanton Luzern solidarisch Flüchtlinge aufnehmen, wenn diese alle mehr oder minder sichere Kantone durchquert haben? Können Sie eine Analogie zur Rolle der Schweiz in Europa ziehen?

Jans Beat, Bundesrat: Diese Frage ist ein Hinweis darauf, dass wir dieses Gemeinsame Europäische Asylsystem, das jetzt europaweit etabliert wird, in der Schweiz eigentlich schon praktizieren. An den Aussengrenzen, am Flughafen, haben wir tatsächlich relativ strenge Vorschriften, aber innerhalb der Schweiz gibt es einen Solidaritätsmechanismus. Da gibt es verschiedene Regionen; alle von ihnen nehmen Erstgesuche auf und kümmern sich nachher auch um die Menschen, die bei uns Schutz suchen. Ich möchte nochmals sagen: Dieses System funktioniert, und ich bin der Schweizer Bevölkerung und den Gemeinden sehr dankbar dafür, dass sie diese Aufgabe wahrnehmen.

Bürgi Roman (V, SZ): Herr Bundesrat, meine Frage an Sie lautet: Braucht es für vorläufig aufgenommene Personen wirklich den Familiennachzug, oder ist die vorläufige Aufnahme ein Etikettenschwindel?

Jans Beat, Bundesrat: Wenn Sie sich die Gesuche anschauen, die bewilligt werden, Herr Bürgi, dann sehen Sie, dass es sich tatsächlich um Menschen handelt, die, wie gesagt, gut integriert sind, die einen Job und eine Wohnung für die Familie haben, die sie nachziehen wollen. Sie belasten unser System nicht und sind gut integriert, sonst würden sie diese Bewilligung nicht bekommen. Es sind etwa 108 Gesuche pro Jahr, die wir gutheissen. Das ist nicht das grosse Einfallstor für die Migration.

Matter Thomas (V, ZH): Herr Bundesrat, Sie haben sich in Ihrem Votum als grossen Verfechter der Bundesverfassung geoutet. Das gefällt natürlich unserer Fraktion. Meine Frage: Als wir im Parlament – Sie waren noch Mitglied des Nationalrates – den Zuwanderungsartikel 121a umsetzen wollten, gehörten Sie damals zu jenen, die diesen Verfassungsartikel umsetzen wollten, oder gehörten Sie zu den Verfassungsbrechern?

Jans Beat, Bundesrat: Ich gehörte zur Mehrheit dieses Rates.

Zryd Andrea (S, BE): Herr Bundesrat, Sport und Bewegung sind ein effektives Mittel für die Integration. Was tun Sie, um Asylsuchenden, vor allem Mädchen und Frauen, den Zugriff auf Sportangebote zu erleichtern?

Jans Beat, Bundesrat: Es ist tatsächlich ganz, ganz wichtig. Sport ist für Integration entscheidend. Wir arbeiten in den Asylzentren auch intensiv, immer intensiver mit Vereinen zusammen. Praktisch in jedem Asylzentrum gibt es Vereine, die diese Menschen aktiv abholen und mit ihnen diese Integrationsarbeit im Bereich des Sports machen. Wir sehen, dass das enorme Fortschritte bringt, für die Kinder, sie können sich dort erholen, oder auch für die jungen Frauen und Mädchen, sie können sich dort erholen, sie können sich austoben, sie lernen die Landessprachen und können auch wieder Perspektiven entwickeln. Insofern ist es etwas sehr Schönes,

und ich möchte hier auch den vielen Sportvereinen, die sich diese Aufgabe zu Herzen nehmen, ganz herzlich danken.

Pamini Paolo (V, TI): Herr Bundesrat, heute Vormittag wurden bereits mehrmals die Lage in der Ukraine und der Schutzstatus S erwähnt. In unserem Land gibt es über 12 000 wehrpflichtige Ukrainer mit Schutzstatus S. Wovor sollen sie geschützt werden, vor der eigenen Regierung?

Jans Beat, Bundesrat: Auch diese Frage, geschätzter Herr Nationalrat, haben wir in der letzten Session ausführlich diskutiert. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass die ukrainische Regierung wehrpflichtige Männer rekrutieren möchte. Diese Diskussion im Zusammenhang mit dem Schutzstatus S und den wehrpflichtigen Ukrainern wird auch auf europäischer Ebene intensiv geführt, und ich denke, dass die EU und die Schengen-Länder, bei denen wir ja assoziiert sind, bald auch konkrete Vorschläge machen werden, wie sie damit umgehen werden.

Freymond Sylvain (V, VD): Monsieur le conseiller fédéral, parmi les migrants qui demandent l'asile en Suisse, quel est le pourcentage d'hommes célibataires?

Jans Beat, Bundesrat: Er ist sehr hoch. Ich kann ihn nicht auswendig nennen. Er ist sehr hoch, das ist klar.

Glättli Balthasar (G, ZH): Ich möchte die Frage nochmals für eine Klarstellung von Ihnen verwenden: Es wurde nun oft gesagt, es seien alles abgewiesene Asylsuchende, die vorläufig Aufgenommenen. Aber der Status F ist ja ein subsidiärer Schutz genau für Menschen, die aus einer Situation allgemeiner Gewalt oder des Krieges in die Schweiz geflüchtet sind und auch nach der Flüchtlingskonvention schutzwürdig sind. Können Sie bestätigen, dass auch alle Ukrainerinnen und Ukrainer, wenn es nicht diesen besonderen Schutzstatus S gäbe, sogenannte vorläufig Aufgenommene, aber genau eben auch Menschen mit Schutzbedarf wären?

Jans Beat, Bundesrat: Ja, das ist richtig. Weil sich der Kriegsverlauf in der Ukraine ständig ändert, weil die Ukrainerinnen und Ukrainer damit rechnen müssen, dass sie in diesem Land nicht in Sicherheit leben können, sieht der Schutzstatus S vor, dass sie zum jetzigen Zeitpunkt, solange dieser Krieg läuft, nicht zurückgeschickt werden. Dasselbe gilt für vorläufig Aufgenommene, die aus einem Bürgerkriegs- oder aus einem Kriegsland kommen.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Wir sind am Ende der Debatte angelangt und kommen zu den Abstimmungen.

24.3056

**Motion Fraktion
der Schweizerischen Volkspartei.
Asylsuchende, die ein sicheres Land
durchqueren, sind keine Flüchtlinge**

**Motion groupe
de l'Union démocratique du centre.
Les requérants d'asile qui transitent
par un pays sûr ne sont pas
des réfugiés**

[Nationalrat/Conseil national 24.09.24](#)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde soeben im Rahmen der ausserordentlichen Session

(24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

*Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3056/29586)*
Für Annahme der Motion ... 89 Stimmen
Dagegen ... 94 Stimmen
(2 Enthaltungen)

24.3057

**Motion Fraktion
der Schweizerischen Volkspartei.
Kein Familiennachzug
für vorläufig Aufgenommene**

**Motion groupe
de l'Union démocratique du centre.
Pas de regroupement familial
pour les personnes admises
à titre provisoire**

[Nationalrat/Conseil national 24.09.24](#)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

*Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3057/29587)*
Für Annahme der Motion ... 105 Stimmen
Dagegen ... 74 Stimmen
(9 Enthaltungen)

24.3058

**Motion Fraktion
der Schweizerischen Volkspartei.
Schaffung von Transitzonen
zur Durchführung
sämtlicher Asylverfahren
gemäss Artikel 22 AsylG**

**Motion groupe
de l'Union démocratique du centre.
Traitement de toutes les procédures
d'asile au sens de l'article 22 LA si
dans des zones de transit**

[Nationalrat/Conseil national 24.09.24](#)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3058/29588)
Für Annahme der Motion ... 90 Stimmen
Dagegen ... 97 Stimmen
(3 Enthaltungen)

24.3059

**Motion Fraktion
der Schweizerischen Volkspartei.
Datenaustausch bei illegalen
Migranten systematisieren**

**Motion groupe
de l'Union démocratique du centre.
Systématiser l'échange des données
concernant les immigrés illégaux**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3059/29589)
Für Annahme der Motion ... 119 Stimmen
Dagegen ... 71 Stimmen
(1 Enthaltung)

23.3886

**Motion de Quattro Jacqueline.
Die Schweiz braucht
eine Taskforce "Asyl"**

**Motion de Quattro Jacqueline.
La Suisse a besoin
d'une task force "Asile"**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 23.3886/29590)
Für Annahme der Motion ... 104 Stimmen
Dagegen ... 86 Stimmen
(2 Enthaltungen)

24.3603

**Motion Tschopp Jean.
Ein neuer Status
für ukrainische Staatsangehörige**

**Motion Tschopp Jean.
Un nouveau statut
pour les ressortissants ukrainiens**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3603/29591)
Für Annahme der Motion ... 72 Stimmen
Dagegen ... 120 Stimmen
(1 Enthaltung)

24.3456

**Motion Gredig Corina.
Schutzstatus S. Erwerbsanreize
und Perspektiven schaffen**

**Motion Gredig Corina.
Statut S. Créer des incitations
à l'emploi et des perspectives
d'avenir**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3456/29592)
Für Annahme der Motion ... 125 Stimmen
Dagegen ... 67 Stimmen
(1 Enthaltung)

24.3035

**Motion Paganini Nicolò.
Für die Akzeptanz des Schutzstatus S
braucht es Anpassungen**

**Motion Paganini Nicolò.
Adapter le statut S pour renforcer
son acceptation**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Motion wurde im Rahmen der ausserordentlichen Session (24.9013) beraten. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.3035/29593)
Für Annahme der Motion ... 131 Stimmen
Dagegen ... 62 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die ausserordentliche Session zum Thema "Asyl" ist damit beendet.

24.3813

**Postulat SPK-N.
Prüfung eines Pilotprojekts
zur Simultanübersetzung
der Kommissionssitzungen
mithilfe von KI-unterstützten
Programmen**

**Postulat CIP-N.
Examen d'un projet pilote
de traduction simultanée des débats
des séances de commission
à l'aide d'applications assistées
par l'intelligence artificielle**

Nationalrat/Conseil national 24.09.24

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Das Büro beantragt die Annahme des Postulates.

Angenommen – Adopté

19.308

**Standesinitiative Genf.
Für eine Übernahme der Arztkosten
bei Schwangerschaftsabbrüchen
vor der dreizehnten Woche**

**Initiative déposée
par le canton de Genève.
Pour une prise en charge
des frais médicaux
lors de grossesses interrompues
avant la treizième semaine**

Abschreibung – Classement

Ständerat/Conseil des Etats 21.09.23 (Abschreibung – Classement)
Nationalrat/Conseil national 24.09.24 (Abschreibung – Classement)

Antrag der Mehrheit
Die Initiative abschreiben

Antrag der Minderheit
(Piller Carrard, Crottaz, Gysi Barbara, Marti Samira, Meyer Mattea, Porchet, Weichelt, Wyss)
Die Initiative nicht abschreiben

Proposition de la majorité
Classer l'initiative

Proposition de la minorité
(Piller Carrard, Crottaz, Gysi Barbara, Marti Samira, Meyer Mattea, Porchet, Weichelt, Wyss)
Ne pas classer l'initiative

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Piller Carrard Valérie (S, FR): Nous devons aujourd'hui nous prononcer sur le classement ou non de l'initiative du canton de Genève 19.308, "Pour une prise en charge des frais médicaux lors de grossesses interrompues avant la treizième semaine". Cette initiative cantonale vise à ce que les femmes subissant une fausse couche ou des complications pendant les douze premières semaines de grossesse n'aient plus à participer aux coûts qui en découlent à cause de la franchise et de la quote-part. Sur le fond, il s'agit de la question de l'égalité de traitement des femmes enceintes avant et après la treizième semaine de grossesse, avec la volonté que l'assurance maladie couvre tous les frais dès le premier jour de grossesse. Le texte de l'initiative souligne qu'environ une grossesse sur cinq se termine avant la douzième semaine pour des raisons indépendantes de la volonté de la femme enceinte, que ces grossesses interrompues prématurément bouleversent souvent les femmes concernées et leurs partenaires, et qu'il est donc inacceptable d'en rajouter en les faisant passer à la caisse.

Pour rappel, dans un premier temps, les deux Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique ont accepté de donner suite à cette initiative cantonale – la commission du Conseil des Etats en novembre 2022 et la commission du Conseil national en juin 2021. Puis, en septembre 2022, le Conseil fédéral a transmis au Parlement son message sur le deuxième volet de mesures visant à freiner la hausse des coûts de la santé, soit l'objet 22.062, "LAMal. Modification (Mesures visant à freiner la hausse des coûts – 2e volet)". Ce projet prévoit qu'aucune participation aux coûts ne peut être prélevée entre le début de la grossesse et huit semaines après la fin de la grossesse ou l'accouchement. Conformément à l'article 113 alinéa 1 de la loi sur le Parlement, en deuxième phase, la commission a deux